

**Rapport pour la commission  
permanente du conseil régional  
JUILLET 2023**

**Présenté par  
Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**POLITIQUES RÉGIONALES BIODIVERSITÉ - PLAN VERT - EAU - ÎLOTS DE FRAÎCHEUR  
TROISIÈMES AFFECTATIONS 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">ANNEXES AU RAPPORT</a>	9
<a href="#">Tableau de la subvention de fonctionnement de l'IPR Environnement - Île-de-France Nature</a>	10
<a href="#">Règlement d'intervention modifié Récupérateurs d'eaux pluviales</a>	12
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	18
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	27
<a href="#">Annexe 1 Fiches projets Eau</a>	28
<a href="#">Annexe 2 Fiches projets Îlots de fraîcheur</a>	45
<a href="#">Annexe 3 Fiches projets Plan Vert</a>	72
<a href="#">Annexe 4 Fiches projets Biodiversité</a>	93
<a href="#">Annexe 5 Avenant Convention grand partenariat OPIE 2022-2024</a>	119
<a href="#">Annexe 6 Convention avec le Laboratoire régional de suivi de la faune sauvage (LRSFS)</a>	124
<a href="#">Annexe 7 Fiches projets Réserves Naturelles Régionales (RNR)</a>	136
<a href="#">Annexe 8 Cartes extensions PRIF</a>	149

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Les affectations proposées s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la **Stratégie Régionale pour la Biodiversité**, adoptée par délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 et de la **Stratégie en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides**, adoptée par délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016. Elles contribuent à la poursuite des objectifs de préservation de la biodiversité patrimoniale et ordinaire en Île-de-France ainsi que de la préservation, restauration et valorisation des milieux aquatiques et humides.

### 1. Au titre de la politique de l'eau et des milieux aquatiques

#### 1.1 Affectations en faveur de la préservation, de la restauration et de la valorisation des milieux aquatiques et humides

La Région, par délibération n° CP 2021-198 du 1<sup>er</sup> avril 2021 modifiée, s'est engagée dans une stratégie visant en priorité la préservation, la restauration et la valorisation des milieux aquatiques et humides.

Le présent rapport mobilise à ce titre, **740 555 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur » pour les projets relatifs à la mise en œuvre de mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires, la réhabilitation des berges, la maîtrise des ruissellements et la gestion alternative des eaux pluviales grâce à la désimperméabilisation.

Les fiches projets sont présentées en annexe 1 à la délibération.

#### 1.2 Soutien à l'animation d'un contrat trame verte et bleue

Pour le développement des trames vertes et bleues, il est proposé :

- de conclure, à la suite de l'approbation du contrat Trame Verte et Bleue Marne-Confluence 2018-2023 qui en est à sa dernière année, pour la poursuite de son animation, une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016 avec le syndicat « Marne Vive » qui anime ce contrat ;
- d'assurer la poursuite de l'animation de la Bièvre par le SMBVB (Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre) ;
- d'affecter à ces 2 syndicats, un montant total **80 000 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme HP 731-002 (173002) « Contrats trame verte et bleue », action 17300201 « Contrats trame verte et bleue ».

Les fiches projets concernant ces opérations sont présentées en annexe 1 à la délibération.

### 1.3 Affectations en faveur de la création d'îlots de fraîcheur

La Région, par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023, a renforcé sa politique de lutte contre les îlots de chaleur par la révision du règlement d'intervention relatif au dispositif « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », afin de mettre l'accent sur les Solutions fondées sur la Nature permettant l'adaptation au changement climatique.

Dans ce cadre, l'instruction technique et financière a été réalisée par les services de la Région.

Il convient de désigner les lauréats de la session actuelle pour laquelle 31 dossiers ont été déposés. Sur les 18 dossiers ayant fait l'objet d'une analyse, les services de la Région ont rendu un avis favorable sur 12 dossiers. Parmi ces lauréats, 3 projets sont situés en Seine-et-Marne, 1 projet dans les Yvelines, 2 projets en Essonne, 1 en Hauts-de-Seine, 4 en Seine-Saint-Denis et 1 dans le Val-d'Oise.

Ils permettront la désimperméabilisation de 12 059 m<sup>2</sup>, la plantation de 272 arbres et de 997 mètres linéaires de haies, ainsi que la mise en place 8 récupérateurs d'eau de pluie et 5 bornes-fontaines.

A ce titre, le présent rapport propose d'affecter un montant total de **1 205 874 €** d'autorisations de programme disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur » pour la création d'îlots de fraîcheur dans les territoires franciliens.

Les fiches projets sont présentées en annexe 2 à la délibération.

### 1.4 Affectations en faveur de l'installation de bornes – fontaines dans l'espace public

La Région, par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023, a renforcé sa politique de lutte contre les îlots de chaleur par la révision du règlement d'intervention relatif au dispositif « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », afin d'accompagner les collectivités pour le déploiement et le renforcement du maillage territorial des bornes-fontaines destinées à l'hydratation des franciliens (action 1.1 du Plan de Protection, de Résistance et d'Adaptation de la région Île-de-France face au changement climatique (PRACC)).

Dans ce cadre, l'instruction technique et financière a été réalisée par les services de la Région.

Il convient de désigner le lauréat de la session actuelle pour laquelle 1 dossier dans les Yvelines a été déposé et retenu à la suite de l'instruction par les services de la Région.

Ce dossier permettra l'installation de 4 bornes-fontaines.

A ce titre, le présent rapport propose d'affecter un montant total de **16 389 €** d'autorisations de programme disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur » pour l'installation de bornes-fontaines dans l'espace public. Les fiches projets sont présentées en annexe 2 à la délibération.

A cet effet, il convient de transférer 1 962 818 €, d'autorisations de programme vers le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur », du chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme HP 731-001 (173001) « Politique de l'eau », action 17300102 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur », du budget 2023.

## 2. Sur le volet biodiversité

### 2.1. Au titre du Plan Vert

La Région, en approuvant par délibération n° CR 2017-50 du 9 mars 2017, le « Plan vert d'Île-de-France : la nature pour tous et partout », s'est engagée dans une politique ambitieuse de réduction de la carence en espaces verts sur l'ensemble du territoire francilien. Le règlement d'intervention associé a été modifié par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Dans le cadre de la mise en œuvre du **Plan vert**, l'instruction technique et financière a été réalisée conjointement par les équipes d'Île-de-France Nature et de la Région.

Ainsi, le présent rapport propose d'affecter, un montant total de **665 056 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-003 (176003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 17600303 « Plan vert et biodiversité », afin de soutenir **10 dossiers** représentant une surface totale d'espaces verts de 120 346 m<sup>2</sup> soit 12,03 ha.

5 dossiers sont en Seine-et-Marne, 1 dans les Yvelines, 2 dans les Hauts-de-Seine.

Ils permettront la création et l'ouverture au public de 17 609 m<sup>2</sup>, soit 1,76 ha de nouveaux espaces verts ; la requalification et l'amélioration de 108 737 m<sup>2</sup> soit 10,87 ha d'espaces verts existants ; la plantation de 388 arbres et de 799 mètres linéaires de haies ainsi que la désimperméabilisation de 14 024 m<sup>2</sup> soit 1,4 ha.

Les fiches projets figurent en annexe 3 à la délibération.

### 2.2 Au titre de la biodiversité

#### 2.2.1. Soutien à l'Agence des espaces verts / Île-de-France Nature et à l'Institut Paris Région Environnement

Conformément à l'article 3.2 de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région Île-de-France et l'Agence des Espaces Verts pour 2020-2024, adoptée par délibération n° CP 2020-118 du 4 mars 2020, la Région apporte son soutien à Île-de-France Nature par une subvention en **investissement** affectée en deux fois.

Le présent rapport propose ainsi d'affecter la première tranche de la dotation 2023 représentant un montant total de **6 240 000 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-001 (176001) « Agence des Espaces Verts – Île-de-France Nature ».

La fiche-projet y afférent est présentée en annexe 4 à la délibération.

Le présent rapport a pour objet d'affecter le solde de la subvention régionale en **fonctionnement** :

- à Île-de-France-Nature, soit **2 451 000 €** d'autorisations d'engagement.
- à l'**Institut Paris Region Environnement** et ses départements autonomes que sont l'AREC (Agence Régionale Energie Climat d'Île-de-France), l'ARB IDF (Agence Régionale pour la Biodiversité en Île-de-France), et l'ORDIF (Observatoire Régional des Déchets d'Île-de-France) intégrés à l'Institut depuis l'année 2017 et dont les subventions sont regroupées soit, **1 816 800 €**, d'autorisations d'engagement disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100404 « Soutien à l'Institut Paris Region environnement ».

#### 2.2.2. Affectations en faveur de la préservation, la restauration et la valorisation de la

### **biodiversité au titre du dispositif « Reconquête de la biodiversité en Île-de-France »**

Il convient de désigner les lauréats de la session actuelle pour laquelle 19 dossiers ont été déposés, dont 10 dossiers ont été considérés comme éligibles, 1 dossier a été considéré comme éligible au titre de Grand Projet BPE (passage en commission de septembre 2023), 5 dossiers comme non éligibles et 3 dossiers basculés vers d'autres dispositifs.

Après analyse des services de la Région et de l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) puis avis du jury, le présent rapport propose de soutenir les projets suivants, répartis comme suit : 2 en Seine-et-Marne (77), 1 dans les Yvelines (78), 1 dans les Hauts-de-Seine (92), 3 en Seine-Saint-Denis (93), 1 dans le Val-d'Oise (95) ainsi que 2 dossiers à l'échelle régionale (IDF).

- **3 projets en investissement** pour lesquels il est proposé d'affecter **122 716 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion de risques technologiques », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003052 « Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) » ;
- **9 projets en fonctionnement** pour lesquels il est proposé d'affecter **114 491 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion de risques technologiques », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et de paysages », action 576003082 « Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) ».

Les fiches projets sont présentées en annexe 4 à la délibération.

#### **2.2.3. Soutien en faveur des grands partenariats pour la biodiversité**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité (SRB) 2020-2030, il est proposé d'approuver l'avenant à la convention « Grand partenariat pour la biodiversité » 2022-2024 avec :

- l'Office pour les insectes et leur environnement (OPIE),
- le Laboratoire régional de suivi de la Faune sauvage (LRSFS)

et d'affecter un montant de **67 360 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-006 (176006) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels des paysages », action 17600306 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité ».

#### **2.2.4. Soutien en faveur des Réserves naturelles régionales (RNR)**

**Dans le cadre de la gestion des RNR**, le rapport propose de soutenir 4 dossiers au profit de la commune de Limay, de l'Association de la Réserve Naturelle Régionale du Marais de Larchant (ARNML), de la communauté d'agglomération Paris - Vallée de la Marne, et du Syndicat interdépartemental de l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP), et d'affecter un montant total de 208 851 €, dont :

- **46 768 €** d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 907 « Environnement »,

code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003022 « Investissement des Réserves naturelles régionales (RNR) », pour 3 projets en investissement ;

- **162 083 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003072 « Réserves naturelles régionales », pour 3 projets en fonctionnement.

Les fiches projets sont présentées en annexe 7 à la délibération.

**Dans le cadre du transfert de compétences relatives à la gestion des sites Natura 2000** exclusivement terrestres de l'Etat vers les régions prévu par la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, la région est devenue structure porteuse des deux sites Natura 2000 des pelouses calcaires de la Haute vallée de la Juine et des pelouses calcaires du Gâtinais au 1er janvier 2023.

L'animation de ces deux sites a été confiée par l'Etat à l'association Natur'Essonne à la suite de la passation d'un marché. Cette affectation vise à assurer le paiement de l'animation réalisée pour les deux sites Natura 2000.

Dans ce cadre, il est proposé une affectation de **21 360 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-006 (176006) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels des paysages », action 17600306 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité ».

Par ailleurs, en application des orientations de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région et l'Agence des Espaces Verts pour 2020-2024, et conformément au vote du conseil d'administration de l'AEV-Île-de-France Nature en date du 9 décembre 2022 et du 15 février 2023, il est proposé d'approuver l'évolution de trois **Périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF)**, dont les cartes figurent en annexe 8 à la délibération :

- **Extension du PRIF de Rougeau-Bréviande sur la commune de Voisenon (77)**, pour une surface de 196 ha, comprenant majoritairement des terres agricoles et dans une moindre mesure, des espaces naturels et forestiers. Cette extension permet de contribuer au maintien des fronts urbains en préservant l'agriculture péri-urbaine et en développant l'agriculture biologique, et de contribuer à restaurer les continuités écologiques et préserver la biodiversité. Elle porte la surface du PRIF de 4 354 hectares à 4 550 hectares.
- **Extension du PRIF de la Plaine de Montesson sur la commune de Carrières-sur-Seine (78)**, pour une surface de 4 ha (portant sa surface de 285 à 289 ha), permettant notamment de mettre en cohérence les périmètres PRIF et ZAP (zone agricole protégée souhaitée par les collectivités locales et adoptée par arrêté préfectoral en 2020), d'élargir le périmètre de veille foncière, de mettre en place des outils de pérennisation de l'agriculture périurbaine, et d'accompagner le projet de création d'une voie verte porté par la commune hors ZAP.
- **Extension du PRIF du Maubué sur la commune d'Émerainville (77)**, pour une surface

de 19 ha (portant sa surface de 634 à 653 ha) qui permettra à Île-de-France Nature d'acquérir des terrains cédés par la commune et de renforcer une continuité verte majeure entre le bois de Célie et la forêt de Ferrières et la cohérence avec le Bois Saint Martin.

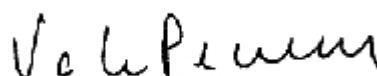
### **2.3 Approbation du règlement d'intervention révisé du dispositif « Installation de récupérateurs d'eaux pluviales »**

Le règlement d'intervention du dispositif de soutien à l'installation de récupérateurs d'eaux pluviales, adopté par délibération n° CP 2023-28 du 25 janvier 2023, fixe les modalités techniques et financières du soutien apporté aux particuliers souhaitant bénéficier d'une aide régionale pour l'installation de récupérateurs d'eaux pluviales.

Il est proposé **d'approuver le règlement d'intervention modifié**, tel que présenté en annexe 2 au rapport, afin d'ajuster certaines modalités techniques et administratives.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**



## **ANNEXES AU RAPPORT**

## **Tableau de la subvention de fonctionnement de l'IPR Environnement - Île-de-France Nature**

**Tableau 2<sup>ème</sup> partie des subventions de fonctionnement 2023**

**IPR – Environnement et Île-de-France nature**

**Subventions en faveur des organismes associés au conseil régional d'Île-de-France**

**Secteur de l'environnement**

**Solde des affectations des subventions de fonctionnement 2023**

**IPR – Environnement et Île-de-France nature**

<b>Organisme Bénéficiaire</b>	<b>Chapitre</b>	<b>Code fonctionnel</b>	<b>Programme</b>	<b>Action</b>	<b>Nature comptable</b>	<b>CP du 25 janvier 2023 1<sup>ère</sup> affectation En ME</b>	<b>CP du 5 juillet 2023 2<sup>nde</sup> affectation Solde de la subvention de fonctionnement</b>
Institut Paris- Region – Environnement (ARB, AREC, ORDIF)	937	71	171008	17100805	65748	2,725	1,816
Île-de-France nature	937	76	176001	17600104	65738	5,719	2,451

**TOTAL SUBVENTIONS DE  
FONCTIONNEMENT**

**4,267**

## **Règlement d'intervention modifié Récupérateurs d'eaux pluviales**

## **Règlement d'intervention Dispositif de soutien à l'installation de récupérateurs d'eaux pluviales**

Pour déposer une demande afin de bénéficier d'une aide régionale, vous devez vous rendre sur la plateforme régionale Mes démarches.

Cette aide intervient en remboursement des dépenses réalisées, sur facture.

Toute dépense (achat du matériel, travaux...) devra avoir été effectuée (date de facture faisant foi) après l'entrée en vigueur du dispositif le 26 janvier 2023 et être déposée (transmise) sur la plateforme Mes démarches au plus tard **dans les trois mois suivant l'achèvement des travaux**.

C'est la date de la facture acquittée et la date de validation (transmission finale de la demande de subvention complète sur le site Mes démarches) qui font foi pour calculer ce délai.

Avant de déposer toute demande, assurez-vous d'avoir lu toutes les informations et conditions d'éligibilité énoncées dans le règlement ci-après.

Nous vous encourageons à **lire entièrement ce document avant de commander votre matériel** et également de **commencer à remplir votre dossier** de demande dans Mes Démarches sans le valider (cliquer sur le bouton transmettre). Un tutoriel est disponible en annexe du règlement d'intervention.

Cela vous permettra d'avoir toutes les informations pour éviter que finalement le matériel que vous allez commander ne soit pas éligible à cette aide. La Région Île-de-France ne peut pas être tenue responsable d'une mauvaise information que vous pourriez avoir par ailleurs sur l'éligibilité à ce dispositif.

### **I. OBJECTIFS DU DISPOSITIF**

Le Plan de protection, de Résistance et d'Adaptation de la région Île-de-France face au Changement climatique (PRACC) prévoit 61 actions concrètes autour de plusieurs axes. Au travers de la mise en œuvre de ces actions, la Région Île-de-France souhaite impliquer tous les acteurs et secteurs concernés par le changement climatique, allant de la santé et du bien-être des Franciliens, à la protection des écosystèmes et au renforcement de la résilience des infrastructures et des tissus économiques.

Parmi ces actions, la gestion des eaux pluviales à la source est une des priorités identifiées par la Région (action 7.4).

Historiquement, la gestion des eaux de pluie a souvent consisté en la collecte et l'évacuation de ces eaux, mais la permanence des problèmes de pollution et d'inondation par temps de pluie, ainsi que l'anticipation du changement climatique, obligent à repenser leur gestion à la parcelle. Cela implique d'intégrer pleinement cette problématique dans les politiques d'aménagement et d'urbanisme, dans une vision qui redonne de la place à l'eau et à la

nature en ville. Cet enjeu d'aménagement et d'urbanisme est un objectif auquel chacun peut contribuer à l'échelle individuelle.

C'est pourquoi la Région soutient les particuliers qui souhaitent installer des récupérateurs d'eau de pluie enterrés, aériens ou en sous-sol pour un usage sanitaire et/ou d'arrosage des jardins, afin de favoriser l'usage de l'eau à la source.

## II. MODALITES DU DISPOSITIF

### 1) **Bénéficiaires éligibles**

Pour être éligibles, les **particuliers** doivent être propriétaires, et occuper le logement. La résidence concernée par la réalisation des travaux doit remplir les conditions suivantes :

- résidence principale ;
- domicile fiscal sont en Île-de-France.

Ce dispositif est limité à une aide par foyer fiscal.

### 2) **Conditions d'éligibilité**

#### 2.1 **Date de la demande d'aide**

La demande d'aide doit intervenir **au plus tard dans les 3 mois suivant l'installation de l'équipement**. C'est la date de la facture acquittée qui fait foi. Ne sont éligibles que les dépenses engagées postérieurement à l'entrée en vigueur du dispositif et après le dépôt du dossier sur la plateforme Mes Démarches. L'aide intervient en remboursement des dépenses réalisées sur facture.

#### 2.2 **Nature des actions subventionnables**

**Sont éligibles :**

- **Les cuves enterrées d'un volume de récupération de 5 m<sup>3</sup> minimum** (cuve PEHD ou béton) ;
- Les récupérateurs aériens ou réservoirs souples d'un volume de récupération de 3m<sup>3</sup> minimum.

Seuls les équipements achetés neufs sont éligibles à la subvention.

En outre, les travaux doivent être **réalisés par une entreprise**.

#### 2.3 **Dépenses éligibles**

Sont éligibles toutes les dépenses nécessaires à l'achat et à l'installation du récupérateur (collecteur filtrant, socle, pompe, couvercle, kit de connexion, travaux de terrassement et de raccordement au réseau, ...).

### 3) **Modalités de financement : plafonds et taux de subvention (en investissement)**

	Cuve enterrée	Cuve hors-sol
Taux d'intervention maximum*	50 %	
Plafond de la subvention	20 000 €	10 000 €

\*Une bonification sera accordée aux projets d'installation de récupérateurs pour usage sanitaire : le taux d'intervention sera réhaussé à 70 %.

Cette aide n'est pas cumulable avec des aides régionales attribuées au titre d'autres dispositifs portant sur le même projet. Cette aide est cumulable avec les dispositifs nationaux et le cas échéant avec les autres dispositifs locaux ayant le même objet, sous réserve des règles de non-cumul prévues par ces dispositifs. Le cumul d'aides publiques est plafonné à 80 %.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les règles en vigueur concernant le non-cumul éventuel entre dispositifs existants.

Ces aides sont versées dans la limite des sommes inscrites au budget annuellement.

### **III. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF**

#### **1) Pièces justificatives demandées**

Le dépôt des dossiers de demandes d'aides est effectué dans les conditions indiquées sur la plateforme Mes démarches.

Le dossier de demande d'aide comporte :

#### Pièces administratives :

- Pièce d'identité du représentant du foyer fiscal (recto-verso) ;
- **Dernier avis d'imposition foncier ;**
- Un Relevé d'Identité Bancaire, où figure le nom du demandeur ainsi que l'adresse du logement concerné par le projet.

#### Pièces techniques :

- Fiche technique du matériel ;
- La ou les factures acquittées relatives à l'achat de la cuve de récupération des eaux pluviales, ainsi que des accessoires (pompe, filtre, tuyaux, couvercle, socle ...) ;
- La ou les factures acquittées des travaux réalisés pour son installation par un professionnel (terrassment, raccordement, scellement) ;
- Des photos avant, pendant et après l'installation de la cuve ;
- Tout autre élément utile à l'analyse du dossier.

#### **2) Dépôt du dossier**

Le dépôt de la demande s'opère de façon dématérialisée via la plateforme des aides régionales : <https://mesdemarches.iledefrance.fr>

Les porteurs de projet peuvent présenter leurs dossiers de candidature toute l'année sur la plateforme des aides régionales [mesdemarches.iledefrance.fr](https://mesdemarches.iledefrance.fr). Les dossiers reçus sont

ensuite examinés de façon continue et présentés au vote lors des différentes commissions permanentes annuelles.

Le bénéficiaire certifie sur l'honneur respecter les dispositions du règlement du dispositif au moment du dépôt de sa demande d'aide.

### **3) Instruction du dossier**

L'instruction des dossiers est réalisée par les services régionaux. En cas de réponse positive à la demande d'aide, le versement se fera par virement bancaire.

### **4) Entrée en vigueur**

Ce règlement entre vigueur à compter du 26 janvier 2023. Pour plus d'informations sur le dispositif, rendez-vous sur : <https://www.iledefrance.fr/installation-de-recuperateurs-deau-de-pluie>

### **5) Conditions administratives d'attribution des aides régionales**

La signature d'une convention de financement ne s'applique que pour les subventions supérieures à 23 000 €.

#### **5.1 Délai de réponse et annulation de l'aide**

Tout justificatif complémentaire demandé par le service instructeur de l'aide devra être fourni dans un délai de 3 mois<sup>1</sup>, à compter de sa demande, sous peine de refus de l'aide et donc d'annulation de l'aide. En l'absence de réponse au terme de ce délai, la demande de subvention est clôturée par le service instructeur.

Il est recommandé de faire parvenir dans les plus brefs délais ces documents afin de pouvoir réaliser, pendant ce délai de trois mois, le traitement d'éventuelles non-conformités détectées lors de l'analyse des pièces justificatives.

#### **5.2 Fraude et fausses déclarations**

L'exactitude des déclarations peut faire l'objet de vérifications et de demandes de justificatifs. La loi prévoit des sanctions en cas de fausse déclaration. Son auteur devra également, procéder au remboursement des sommes indument perçues.

Le détournement de l'aide régionale, notamment en cas d'acquisition pour revente, est susceptible d'être qualifié d'abus de confiance et rend son auteur passible des sanctions prévues par l'article 314-1 du code pénal : cinq ans d'emprisonnement et 375 000 euros d'amendes.

---

<sup>1</sup> Ces justificatifs devront être transmis de manière dématérialisée dans les conditions précisées par le service instructeur et sur le site internet du dispositif. Les envois par d'autres moyens ne pourront pas être traités et ne seront pas recevables pour se prévaloir du respect de ce délai.



## Annexe 1

### **Tutoriel pour déposer votre demande d'aide**

Pour déposer une demande d'aide afin de bénéficier d'une subvention, vous devez vous rendre sur la plateforme régionale Mes démarches : <https://mesdemarches.iledefrance.fr>.

- Vous devez vous identifier pour pouvoir déposer une demande d'aide. Si besoin, vous devez donc créer un compte.
- Cliquez ensuite sur « Déposer une demande d'aide ».
- Dans « Recherche par libellé », vous pouvez taper le mot-clé : « récupérateurs ».
- Ensuite, cliquez sur « **Installation de récupérateurs d'eau pluviale** ».
- Vous pouvez ensuite remplir l'ensemble des informations demandées, qui sont nécessaires à l'instruction de votre demande.
- Une fois que vous avez rempli toutes les informations demandées, il est important de cliquer sur le bouton « Transmettre », en bas à droite de la page « Récapitulatif ». Cela permet de valider votre demande et de s'assurer que le service compétent le reçoive.

Attention : N'envoyez pas vos dossiers par mail ou courrier postal, ceux-ci ne pourront pas être traités

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 5 JUILLET 2023**

#### **POLITIQUES RÉGIONALES BIODIVERSITÉ - PLAN VERT - EAU - ÎLOTS DE FRAÎCHEUR**

#### **TROISIÈMES AFFECTATIONS 2023**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

**VU** le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 publié au JOUE L114 du 26 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et modifié par le règlement 2018/1923 du 7 décembre 2018 publié au JOUE L313 du 10 décembre 2018 et par le règlement 2020/1474 du 13 octobre 2020 publié au JOUE L337 du 14 octobre 2020 ;

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L. 210-1 et suivants ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi grenelle I n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

**VU** la loi grenelle II n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

**VU** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

**VU** la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

**VU** le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région Île-de-France ;

**VU** l'arrêté n° 2013294-0001 du 21 octobre 2013 du préfet de la région d'Île-de-France portant adoption du Schéma régional de cohérence écologique ;

**VU** l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme ;

**VU** la délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 portant adoption du schéma directeur de la région Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, portant sur la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CR 2017-50 du 10 mars 2017 modifiée, portant approbation du « Plan Vert d'Île-de-France : la nature pour tous et partout » ;

**VU** la délibération n° CP 2017-506 du 20 septembre 2017 relative à la déclinaison du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens avec les départements franciliens » ;

**VU** la délibération n° CP 2018-548 du 21 novembre 2018 relative à l'Eau, milieux aquatiques et humides - 4ème affectation 2018 - Appels à projet plan vert - 3ème session 2018 ;

**VU** la délibération n° CR 2019-19 du 28 mai 2019 portant sur le bilan d'évaluation du SDRIF de 2013 ;

**VU** la délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2019 portant approbation du Schéma régional de cohérence écologique ;

**VU** la délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 modifiée, portant approbation de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-118 du 4 mars 2020 modifiée, approuvant la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région Île-de-France et l'Agence des Espaces verts pour 2020-2024 ;

**VU** la délibération n° CR 2020-055 du 19 novembre 2020 relative aux premières propositions issues de la COP Île-de-France 2020 pour l'aménagement durable des collectivités ;

**VU** la délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée, portant sur la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

- VU** la délibération n° CR 2021-052 du 21 juillet 2021 « Lutter contre les fractures » - 1<sup>ère</sup> session ;
- VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région ;
- VU** la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 portant intégration d'une signalétique régionale ;
- VU** la délibération n° CP 2022-105 du 23 mars 2022 relative aux politiques régionales biodiversité - plan vert – eau - 2<sup>ème</sup> affectation 2022 ;
- VU** la délibération n° CP 2022-163 du 20 mai 2022 relative aux politiques régionales biodiversité - plan vert - eau - 3<sup>ème</sup> affectation 2022 ;
- VU** la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant approbation du contrat de plan État-Région 2021-2027 ;
- VU** la délibération n° CR 2022-047 du 6 juillet 2022 relative à l'adoption du référentiel budgétaire et comptable M57 et expérimentation du compte financier unique (CFU) ;
- VU** la délibération n° CP 2022-248 du 7 juillet 2022 relative aux politique régionales biodiversité – plan vert – eau – 4<sup>ème</sup> affectation 2022 ;
- VU** la délibération n° CR 2022-058 du 22 septembre 2022 relative au plan de protection, de résistance et d'adaptation de la région Île-de-France face au changement climatique ;
- VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;
- VU** la délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 relatives aux politiques régionales biodiversité - plan vert - îlots de fraîcheur – organismes associés secteur environnement - 1er rapport 2023 ;
- VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre 2015 par le comité de bassin et arrêté le 1er décembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin ;
- VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;
- VU** l'avis de la commission de l'environnement ;
- VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;
- VU** le rapport n°CP 2023-219 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;
- Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide de participer, au titre de la « **Stratégie régionale relative aux milieux aquatiques et humides** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de 740 555 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions, conformes au modèle-type adopté par la délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 susvisée, avec les maîtres d'ouvrage, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **740 555 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'Air, Energie et Economie circulaire », sous-volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2301 « Milieux aquatiques et humides ».

**Article 2 :**

Décide de participer, au titre de la « **Stratégie régionale relative aux milieux aquatiques et humides** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de 80 000 €.

Subordonne le versement de la subvention au Syndicat Marne Vive à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte, un montant d'autorisations d'engagement de **80 000 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme HP 731-002 (173002) « Contrats trame verte et bleue », action 17300201 « Contrats trame verte et bleue », du budget 2023.

**Article 3 :**

Décide de participer, au titre du dispositif « **Soutenir les projets d'îlots de fraîcheur et de toitures végétalisées** », au financement d'opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de 1 205 874 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions, conformes au modèle-type adopté par la délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023 susvisée, avec les maîtres d'ouvrage, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **1 205 874 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'Air, Energie et Economie circulaire », sous-volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2301 « Milieux aquatiques et humides ».

#### **Article 4 :**

Décide de participer, au titre du dispositif « **Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines** », au financement d'une opération détaillée dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de 16 389 €.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **16 389 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 731 « Politique de l'eau », programme RE 731-001 (573001) « Politique de l'eau », action 573001022 « Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'Air, Energie et Economie circulaire », sous-volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2301 « Milieux aquatiques et humides ».

#### **Article 5 :**

Décide de participer au titre du dispositif « **Plan Vert** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 665 056 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions, conformes au modèle-type adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1<sup>er</sup> avril 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023, avec les maîtres d'ouvrage, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **665 056 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-003 (176003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 17600303 « Plan vert et biodiversité », du budget 2023.

#### **Article 6 :**

Décide d'attribuer à l'Agence des Espaces Verts – Île-de-France-Nature une subvention d'un montant maximum de 2 451 000 € correspondant au solde de la subvention de fonctionnement pour l'année 2023.

Affecte, une autorisation d'engagement de **2 451 000 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-001 (176001) « Agence des espaces verts – Île-de-France-Nature », action 17600104 « AEV – Île-de-France Nature », du budget 2023.

#### **Article 7 :**

Décide d'attribuer à l'Agence des Espaces Verts – Île-de-France nature une subvention d'un montant maximum de **6 240 000 €** correspondant à la première tranche de la subvention d'investissement pour l'année 2023.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **6 240 000 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-001 (176001) « AEV - Île-de-France nature », action 17600101 « AEV - Île-de-France Nature », du budget 2023.

La fiche-projet figure en annexe 4 à la présente délibération.

#### **Article 8 :**

Décide d'attribuer à l'Institut Paris Region environnement une subvention d'un montant de 1 816 800 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **1 816 800 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100404 « Soutien à l'Institut Paris Region environnement », du budget 2023.

#### **Article 9 :**

Décide de participer au titre du dispositif « **Pour la reconquête de la biodiversité** » au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 122 716 € en investissement et de 114 491 € en fonctionnement.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2021-198 du 1<sup>er</sup> avril 2021 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **122 716 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003052 « Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) », du budget 2023.

Affecte, un montant d'autorisations d'engagement de **114 491 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003082 « Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous-volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2304 « AAP Biodiversité « Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) ».

**Article 10 :**

Approuve l'avenant à la convention « Grand partenariat pour la biodiversité » 2022-2024 figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Décide de participer au titre du dispositif « **Grands partenariats pour la biodiversité** » au financement de l'opération détaillée en annexe 5 à la présente délibération, par l'attribution d'un montant maximum prévisionnel de 55 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant à la convention de partenariat, susvisée au premier alinéa.

Affecte, une autorisation d'engagement d'un montant de **55 000 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-003 (176003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 17600306 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2023.

**Article 11 :**

Approuve la convention « Grands partenariat pour la biodiversité » figurant en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Décide de participer au titre du dispositif « **Grands partenariats pour la biodiversité** » au financement de l'opération détaillée en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution d'un montant maximum prévisionnel de 12 360 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention de partenariat, susvisée au premier alinéa.

Affecte, une autorisation d'engagement d'un montant de **12 360 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-003 (176003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 17600306 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2023

**Article 12 :**

Décide de participer au titre du soutien aux **Réserves naturelles régionales**, au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 7 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 46 768 € en investissement et 162 083 € en fonctionnement.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2021-198 du 1<sup>er</sup> avril 2021 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.



Affecte, un montant d'autorisations de programme de **46 768 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003022 « Investissement des réserves naturelles régionales (RNR) », du budget 2023.

Affecte, un montant d'autorisations d'engagement de **162 083 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme RE 76-003 (576003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 576003072 « Réserves naturelles régionales », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2302 « RNR ».

### **Article 13 :**

Décide d'affecter, une autorisation d'engagement de **21 360 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-006 (176006) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels des paysages », action 17600306 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2023.

### **Article 14 :**

Approuve **l'extension des périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) de Rougeau-Bréviande sur le territoire de la commune de Voisenon (77)**, portant la surface du PRIF de 4 354 à 4 550 ha et permettant de contribuer au maintien des fronts urbains en préservant l'agriculture péri-urbaine et en développant l'agriculture biologique, et de contribuer à restaurer les continuités écologiques et préserver la biodiversité ; **de la Plaine de Montesson sur le territoire de la commune de Carrières-sur-Seine (78)** – portant la surface du PRIF de 285 à 289 ha et permettant de mettre en cohérence les périmètres PRIF et ZAP (zone agricole protégée), d'élargir le périmètre de veille foncière et de mettre en place des outils de pérennisation de l'agriculture périurbaine ; **et du Maubué sur le territoire de la commune d'Émerainville (77)**, portant la surface du PRIF de 634 à 653 ha et permettant à Île-de-France Nature d'acquérir des terrains cédés par la commune et de renforcer une continuité verte majeure en cohérence avec le Bois Saint-Martin, conformément aux cartes figurant en annexe 8 à la présente délibération.

### **Article 15 :**

Modifie, à compter de la commission permanente n° CP 2023-219 du 5 juillet 2023, le règlement d'intervention relatif au dispositif « **Installation de récupérateurs d'eaux pluviales** » approuvé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023, ainsi que suit :

au point 2.2, est supprimée la mention « RGE » dans la phrase suivante :

- En outre, les travaux doivent être réalisées par une entreprise RGE ;

au point III 1, sont remplacées par « Dernier avis d'imposition foncier » et supprimées les mentions suivantes :

- Justificatif de domicile datant de moins de trois mois confirmant la localisation du domicile principal ;
- Dernier avis d'imposition du foyer fiscal.

**Article 16 :**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 Fiches projets Eau**

**DOSSIER N° EX072468 - DESIMPERMEABILISATION ET VEGETALISATION DU CIMETIERE DE ROISSY-EN-BRIE (77)**

**Dispositif** : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	17 020,00 € HT	40,00 %	6 808,00 €
Montant total de la subvention			6 808,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE ROISSY-EN-BRIE  
Adresse administrative : 9 RUE PASTEUR  
77680 ROISSY EN BRIE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur FRANCOIS BOUCHART, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 4 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le cimetière de Roissy-en-Brie couvre 13 000 m<sup>2</sup> dont 5 000 en terre compactée couverte de gravillons ou en revêtement bicouche (superposition de deux couches distinctes de graviers et bitume fin). Les eaux pluviales qui y ruissèlent rejoignent le réseau d'assainissement communal.

Afin d'accroître la présence du végétal, limiter l'imperméabilisation et la pollution et gérer sur place les pluies courantes, la commune a décidé après un premier essai concluant de végétaliser toutes les allées secondaires, soit 2 000 m<sup>2</sup>. L'entretien sera limité à quelques tontes pendant la saison de végétation et le coefficient de ruissellement passera de 60 % à 15 % environ. La technique retenue est le semis par hydro-mulchage : pulvérisation simultanée d'eau, de fertilisants, de semences et d'un substrat à base de fibres végétales facilitant la germination y compris sur les sols pauvres. Le semis sera fait après travail préalable du sol pour décompactage et ameublissement, et enlèvement des cailloux et divers fragments ou morceaux de béton issus de maçonneries. Cette technique d'implantation rapide permet une surface de marche dense et uniforme ainsi qu'une portance suffisante, et prévient tout dépôt de terre sur les chaussures des usagers.

Sont donc prévus : le ramassage des graviers et autres, la préparation du sol (décompactage-décroulage sur 10 cm environ), le semis par hydro-mulchage du mélange de graminées peu poussantes.

Le projet est complété par un arrêté municipal modifiant le règlement du cimetière affiché sur place et en mairie pour interdire les désherbages chimiques pour l'entretien des tombes, de même que les nettoyeurs type javel ainsi que par l'acquisition de plaques de répartition de charges entreposées sur place et que

chaque entreprise intervenant sur le site avec des engins devra utiliser.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Dispositif B - Maîtrise des ruissellements par désimperméabilisation des sols et végétalisation favorable à la biodiversité ;

Le taux de subvention est plafonné à 50 % maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

**Localisation géographique :**

■ ROISSY-EN-BRIE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation de sol	5 400,00	31,73%
Végétalisation par hydro-mulchage	11 620,00	68,27%
Total	17 020,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 106,00	30,00%
Région Île-de-France	6 808,00	40,00%
Département 77 (Sub. prévisionnelle)	5 106,00	30,00%
Total	17 020,00	100,00%

**DOSSIER N° EX072806 - RÉCUPÉRATION D'EAU DE PLUIE POUR ARROSAGE DES ESPACES VERTS A MONTGE-EN-GOËLE (77)**

**Dispositif** : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	3 516,00 € HT	50,00 %	1 758,00 €
Montant total de la subvention			1 758,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTGE EN GOELE

Adresse administrative : RUE DE LA LOI  
77230 MONTGE EN GOELE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Pascal HIRAUX, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il est nécessaire de commencer à récupérer l'eau de pluie dès le printemps.

**Description :**


La commune de 772 habitants porte une grande attention à la gestion des eaux et souhaite recourir à la ressource pluviale pour arroser un jardin public récemment planté d'une cinquantaine de pommiers d'essences locales. Le bâtiment scolaire situé à proximité s'y prête, avec ses 250 m<sup>2</sup> de toiture permettant de recueillir environ 160 m<sup>3</sup> par an au moyen de 3 cuves de 2 m<sup>3</sup> chacune qui lui seront adossées en pied de mur sur une semelle béton. La capacité correspond à peu près à un apport mensuel et permettra une économie de 48 m<sup>3</sup> d'eau potable par an.

**Détail du calcul de la subvention :**

Dispositif C - Zéro-phyto : mesures alternatives à l'usage des produits phytosanitaires ;

Le taux de subvention est plafonné à 50 % maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 100 000 €.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

**Localisation géographique :** MONTGE-EN-GOELE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPR :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de trois cuves de 2 m3 avec nécessaire de raccordement ; pose	3 516,00	100,00%
Total	3 516,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 758,00	50,00%
Région Île-de-France	1 758,00	50,00%
Total	3 516,00	100,00%



**DOSSIER N° EX072956 - DÉSIMPERMÉABILISATION DE L'AVENUE DE L'EUROPE À MASSY (91)**

**Dispositif** : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	1 048 458,00 € HT	38,15 %	400 000,00 €
Montant total de la subvention			400 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MASSY  
Adresse administrative : 1 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE  
91300 MASSY  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Nicolas SAMSOEN, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 28 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Massy souhaite transformer l'avenue de l'Europe en boulevard urbain afin de créer plus de lien entre les différents quartiers de la ville et de lui offrir un caractère apaisé et paysager. Les trottoirs sont étroits, les pistes cyclables absentes et la végétation très peu présente.

Le périmètre porte sur une surface totale d'environ 25 000 m<sup>2</sup> à requalifier. Cette requalification passe par l'amélioration des circulations douces, un reverdissement de l'avenue et une circulation plus apaisée en réduisant la place de la voiture. La circulation sera ainsi réduite à une voie dans chaque sens de circulation et une voie centrale alternera les bandes plantées et les espaces pour tourner à gauche. Les abords seront réaménagés avec trottoirs et bandes cyclables.

Concernant la gestion des eaux pluviales, les eaux superficielles lors de pluies courantes seront guidées par le nivellement vers les espaces plantés (noues) et permettront leur infiltration. Pour les pluies de plus grande intensité, des grilles avaloirs seront créées en débordement de ces noues, et aux points bas suivant le profil en long. Celles-ci récolteront les eaux pour les rediriger vers des ouvrages de collecte.

Des largeurs de plantation permettront le développement d'arbres, arbustes et végétaux propices à la biodiversité.

Le projet permettra la désimperméabilisation de 4 553 m<sup>2</sup> et la plantation de 276 arbres.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Dispositif B - Maîtrise des ruissellements par désimperméabilisation des sols et végétalisation favorable à la biodiversité ;

Le taux de subvention est plafonné à 50 % maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

#### Localisation géographique :

 MASSY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires et terrassement	59 185,00	4,70%
Mise en place de terre végétale	103 425,00	8,21%
Plantations (arbres, semis de prairies, vivaces, noue)	657 490,00	52,16%
Accessoires de plantation (tuteurs, paillage, ganivelle)	228 358,00	18,12%
Non retenu : aléas et études	212 050,00	16,82%
Total	1 260 508,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	400 000,00	31,73%
Fonds propres	860 508,00	68,27%
Total	1 260 508,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073047 - DESIMPERMEABILISATION ET VEGETALISATION D'ESPACES PUBLICS  
PLACE D'ASTIER, CIMETIERE VALMY, ET DANS 9 RUES POUR LA POSE D'ABRIS VELOS A  
CHARENTON-LE-PONT (94)**

**Dispositif** : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	41 606,00 € HT	50,00 %	20 803,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		20 803,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHARENTON LE PONT

Adresse administrative : 48 RUE DE PARIS  
94225 CHARENTON LE PONT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Hervé GICQUEL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 5 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Charenton mène une démarche globale de renaturation et de gestion du cycle de l'eau. à travers un programme de désimperméabilisation et de végétalisation de l'espace public : 1 456 m² ont ainsi été déjà rendus à la nature, avec infiltration des eaux en pleine terre.

Il s'agit d'aménager plusieurs sites :

- L'Allée des Charmes du cimetière Valmy : cette allée du cimetière, bordée par le mur longeant le périphérique, est actuellement partiellement minérale. Il est prévu de découper et raboter la chaussée, démolir les socles en béton et maçonneries, terrasser en déblai, mettre en place un mélange terre/pierres avec apport de terre végétale, ensemercer. 165 m² seront désimperméabilisés et reviendront à la pleine terre.

- La place d'Astier : située dans le quartier de Bercy au pied d'immeubles résidentiels et plantée de 18 tilleuls, elle est néanmoins très minérale. A l'occasion de la requalification de la place, il est prévu d'agrandir les pieds d'arbres et de les relier par des linéaires plantés. Le retour à la pleine terre par découpe, démolitions et terrassement concernera 155 m².

- Par ailleurs, plusieurs abris vélos sécurisés vont être installés dans le cadre du plan pour le vélo de la commune, dans les rues suivantes : Valmy, Eluard, Victor-Hugo, Jean-Pigeon, du parc, Aristide Briand, des Ormes, place de Valois, avenue du G. de Gaulle. Leurs abords seront végétalisés : le retour à la pleine terre par découpe, démolitions et terrassement concernera 76 m².

Au total, il en résultera la désartificialisation de 396 m<sup>2</sup> et la végétalisation associée, et leurs effets favorables à la fraîcheur en ville et la maîtrise des ruissellements.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Dispositif B - Maîtrise des ruissellements par désimperméabilisation des sols et végétalisation favorable à la biodiversité ;

Le taux de subvention est plafonné à 50 % maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

**Localisation géographique :**

🏠 CHARENTON-LE-PONT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires, déposes, démolitions et terrassements (prorata pleine terre créée) ; géotextile, terre végétale	41 606,00	38,37%
Non retenu : autres travaux, bordures, caniveaux, chaussées, trottoirs, assainissement	66 818,00	61,63%
Total	108 424,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 803,00	19,19%
MGP, Fonds vert (subv prévisionnelle)	32 527,00	30,00%
Fonds propres	55 094,00	50,81%
Total	108 424,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074058 - DESIMPERMEABILISATION ET INFILTRATION DES EAUX PLUVIALES  
POUR LA CRÉATION D'UN PARKING PAYSAGER À CARRIÈRES-SUR-SEINE (78)**

**Dispositif** : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	106 566,72 € HT	50,00 %	53 283,00 €
Montant total de la subvention			53 283,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CARRIERES-SUR-SEINE

Adresse administrative : 1 RUE VICTOR HUGO  
78420 CARRIERES SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Arnaud DE BOURROUSSE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2023 - 4 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en septembre liée à la saisonnalité des plantations à réaliser.

**Description :**

La commune de Carrières-sur-Seine souhaite réaliser un parking paysager de 41 places, sur une parcelle majoritairement occupée par une dalle béton imperméable issue des usages passés du terrain (garage, casse et dépôt automobile). Le projet prévoit un important volet de désimpermeabilisation et végétalisation, et intègre une gestion des eaux pluviales à la parcelle. Les principaux aménagements prévus sont :

- la démolition de la dalle en béton ;
- la dépollution des sols ;
- la création d'un parking paysager comprenant plusieurs espaces :
  - o une voirie centrale de desserte en enrobé ;
  - o des places de stationnement en revêtement perméable ;
  - o des espaces végétalisés constitués de deux noues latérales plantées de vivaces et graminées ainsi que d'espaces plantés d'arbres et d'arbustes d'essences indigènes du bassin parisien et adaptées aux conditions hydrologiques.

Le revêtement perméable des places de stationnement permettra l'infiltration des eaux pluviales, et le nivellement fin des pentes sur le site permettra leur écoulement gravitaire pour un rejet vers les noues de rétention-infiltration, dimensionnées pour gérer les pluies décennales. Le site ne sera pas raccordé au

réseau de collecte des eaux pluviales.

Sur une surface totale de 1 525 m<sup>2</sup>, dont 953 m<sup>2</sup> imperméables avant-projet, le projet permettra la désimperméabilisation de 585 m<sup>2</sup>, la création de 181 m<sup>2</sup> de noues et la plantation de 10 arbres. La quasi-totalité du site (1 485 m<sup>2</sup>) assurera ainsi une gestion des pluies fortes à ciel ouvert.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Dispositif B - Maîtrise des ruissellements par désimperméabilisation des sols et végétalisation favorable à la biodiversité ;

Le taux de subvention est plafonné à 50 % maximum du montant hors taxe des dépenses subventionnables. Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

#### Localisation géographique :

 CARRIERES-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes infiltration	3 410,00	1,00%
Démolition et terrassements généraux, pour nivellement permettant l'écoulement gravitaire des eaux pluviales	57 250,60	16,76%
Terrassement des espaces végétalisés et plantations	39 930,00	11,69%
Au prorata - études MOE, installation de chantier, constat procès-verbal, plan de récolement, plan d'exécution	5 976,12	1,75%
Non retenu - bordures, installation de revêtements, signalisation, mobilier urbain, clôtures, éclairage	235 036,11	68,80%
Total	341 602,83	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	53 283,00	15,60%
AESN	144 200,00	42,21%
Fonds propres	144 119,83	42,19%
Total	341 602,83	100,00%

**DOSSIER N° 23003007 - REOUVERTURE DU RU DU BRAS SAINT PERE AU DROIT DU SQUARE  
FOUCHER DE CAREIL A LAGNY-SUR-MARNE (77)**

**Dispositif** : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041512-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	515 806,00 € HT	50,00 %	257 903,00 €
Montant total de la subvention			257 903,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MARNE ET GONDOIRE  
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ETANG  
77600 BUSSY SAINT MARTIN  
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire mène une reconquête de son patrimoine naturel, notamment des berges de Marne et rus affluents. L'opération de renaturation de celles-ci à Lagny-sur-Marne a déjà fait l'objet d'affectations de la part de la Région : rénovation du quai de la Gourdine sur environ 1 000 m (CP du 20 novembre 2019), et aménagement d'un ancien bras de Marne devenu ru du Bras St Père et des zones humides riveraines « Parc Saint-Père » et « Ferme des Saules » (CP du 22 mai 2019).

Il s'agit à présent de traiter la partie aval du ru, à ce jour busée dans sa traversée du square Fouchet de Careil.

Le projet consiste à rouvrir le ru sur 60 m avec création d'une nouvelle zone humide, et décaissement d'environ 2 m pour la création d'un lit mineur avec berges en pente douce et reconstitution d'un fond graveleux. La création de la zone humide riche en milieux diversifiés permettra aussi l'expansion du ru en cas de crue. Par ailleurs, le secteur situé à l'amont de la confluence avec la Marne sera lui aussi décaissé pour préparer la réouverture de celle-ci lors de la reconfiguration ultérieure de l'espace public associé.

Sont donc prévus : les déposes, démolitions (mur, canalisation, escalier, revêtement, ...) et évacuations, les décapages et stockages de terre végétale, les terrassements et modelages avec un soutènement pour créer un lit assez large, la mise en place de terre végétale et la plantation avec protections initiales associées pour une garantie de reprise pour 3 ans.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.


#### Détail du calcul de la subvention :

Dispositif A - Renaturation des berges et milieux liés à l'eau, trames vertes et bleues ;

Le taux de subvention est plafonné à 50 % maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Le montant de la subvention est plafonné à 400 000 €.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

#### Localisation géographique :

 LAGNY-SUR-MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation du chantier et jalonnements ; constats, documents d'exécution et de recollement	36 747,00	4,48%
Dépotes, démolitions, enlèvements, décapages	57 200,00	6,98%
Terrassements, apport de matériaux, modelage de terrain	101 185,00	12,34%
Dérivation provisoire du cours d'eau, raccordement, muret de soutènement	133 450,00	16,28%
Fourniture et pose de géotextile et feutre biodégradables, terre végétale, plants d'hélophytes, matériaux graveleux	34 269,00	4,18%
Apport de terre végétale ou réemploi, fosses de plantation, fourniture et plantation d'arbres tiges et cépées y compris garantie de reprise, tuteurage, paillage, ganivelles, autres	152 955,00	18,66%
Montant non retenu : murets, gradins, mobilier, signalisation, autres	304 067,00	37,09%
Total	819 873,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	487 833,00	59,50%
Région Île-de-France	257 903,00	31,46%
Département 77 (sub. prévisionnelle)	74 137,00	9,04%
Total	819 873,00	100,00%



**DOSSIER N° EX073716 - ANIMATION 2023 POUR LE CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE DE LA BIEVRE**

**Dispositif** : Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique (n° 00000225)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-731-657358-173002-1700

Action : 17300201- Contrats trame verte et bleue

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	138 660,00 € TTC	28,85 %	40 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SMBVB SYNDICAT MIXTE DU BASSIN  
VERSANT DE LA BIEVRE  
Adresse administrative : 73 AVENUE LARROUMES  
94240 L'HAY LES ROSES  
Statut Juridique : Syndicat Mixte  
Représentant : Monsieur CHRISTIAN METAIRIE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Convention pluriannuelle de fonctionnement, laquelle débute chaque année au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

**Description :**

L'animation du contrat territorial « Eau, climat et Trame Verte et Bleue » du bassin versant de la Bièvre, consiste chaque année à :

- assurer le secrétariat du comité de pilotage et des comités techniques ;
- promouvoir le contrat et sa déclinaison en projets auprès des maîtres d'ouvrage signataires ;
- être le relai d'information entre la Région et les maîtres d'ouvrage ;
- mettre en œuvre des actions d'information, de sensibilisation et des projets transversaux intéressant le bassin versant.

L'animation est assurée par 2 équivalents-temps-plein (ETP).

L'année 2023 sera la 3ème année de suivi complète des 100 actions des 20 signataires.

L'accent portera sur :

- l'avancement des 5 nouveaux projets de réouverture de la Bièvre prévus d'Antony à Paris ;
- l'accompagnement renforcé des collectivités en vue de la gestion sur place des eaux pluviales de leurs bâtiments publics et donc l'arrêt de leur rejet aux réseaux ;
- une démarche spécifique d'identification du potentiel de reconquête de zones anciennement humides.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Dispositif F - Contrats Trame verte et bleue.

b) Accompagnement et ingénierie territoriale (fonctionnement)

L'aide s'inscrit dans une convention spécifique de trois ans maximum renouvelable, qui fixe les modalités financières d'aide au fonctionnement à un taux pouvant aller jusqu'à 50 % maximum. Le montant de la subvention est plafonné à 40 000 € / an.

**Localisation géographique :**

- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- VAL DE MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges générales	37 150,00	26,79%
Salaires animation contrat	101 510,00	73,21%
Total	138 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	36 366,00	26,23%
Région Île-de-France	40 000,00	28,85%
AESN (Sub. prévisionnelle)	62 294,00	44,93%
Total	138 660,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073856 - ANIMATION 2023 POUR LE CONTRAT DE TRAME VERTE ET BLEUE  
MARNE CONFLUENCE**

**Dispositif** : Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique (n° 00000225)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-731-657358-173002-1700

Action : 17300201- Contrats trame verte et bleue

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	227 359,00 € TTC	17,59 %	40 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT MIXTE MARNE VIVE  
Adresse administrative : 64 PL CHARLES DE GAULLE  
94100 ST MAUR DES FOSSES CEDEX  
Statut Juridique : Syndicat Mixte  
Représentant : Monsieur SYLVAIN BERRIOS, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Convention pluriannuelle de fonctionnement laquelle débute au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

**Description :**

Ce contrat conclu pour 2018-2023 concerne la vallée de la Marne jusqu'à la confluence avec la Seine pour les 30 derniers kilomètres de rivière, et les bassins versants associés. Il regroupe 23 signataires.

La restauration des milieux naturels (berges de Marne, îles, annexes hydrauliques, bassins versants du Morbras et du ru de Chantereine) et la gestion à la source des eaux pluviales sont deux enjeux majeurs : de 2018 à 2022, 2 317 m de berges ont été restaurés, 19 608 m² de zones humides restaurés ou créés, 89 088 m² de surfaces actives déconnectés des réseaux par infiltration sur place des eaux pluviales, 18 ha d'espaces verts créés.

L'animation est assurée par 2 équivalents-temps-plein (ETP).

Comme chaque année, elle consistera à préparer et réunir les comités technique et de pilotage, établir les bilans, promouvoir les objectifs (journées thématiques, visites de terrains, site internet), accompagner les signataires dans la mise en œuvre des actions, suivre certaines études externalisées, déployer l'animation spécifique sur la gestion des eaux pluviales et la désimperméabilisation.

En 2023, sera notamment poursuivie la démarche de mobilisation des collectivités locales, pour identifier et programmer de futurs travaux de restauration de berges de Marne dans la perspective de renouvellement du contrat. Trois visites de terrain spécifiques sont prévues.

S'agissant du pluvial, après notamment deux webinaires tenus en 2022 dont l'un pour les bailleurs sociaux et l'autre sur les cours d'école "oasis", l'objectif pour 2023 est le dépôt de 15 projets supplémentaires auprès des partenaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.


**Détail du calcul de la subvention :**

Dispositif F - Contrats Trame verte et bleue.

**b) Accompagnement et ingénierie territoriale (fonctionnement)**

L'aide s'inscrit dans une convention spécifique de trois ans maximum renouvelable, qui fixe les modalités financières d'aide au fonctionnement à un taux pouvant aller jusqu'à 50 % maximum. Le montant de la subvention est plafonné à 40 000 € / an.

**Localisation géographique :**

-  SEINE ET MARNE
-  VAL DE MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (salaires et charges 2 ETP et stagiaires)	128 451,00	56,50%
Charges générales	98 908,00	43,50%
Total	227 359,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	108 930,00	47,91%
Région Île-de-France	40 000,00	17,59%
AESN	78 429,00	34,50%
Total	227 359,00	100,00%

## **Annexe 2 Fiches projets Îlots de fraîcheur**

**DOSSIER N° EX073643 - CREATION D'UNE COUR DE COLLEGE OASIS AU COLLEGE JOLIOT  
CURIE DE STAINS (93)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-204132-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	221 212,15 € HT	58,15 %	128 628,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		128 628,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS  
Adresse administrative : 203/213 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURI  
93006 BOBIGNY  
Statut Juridique : Département  
Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 3 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au calendrier scolaire.

**Description :**

Le département de la Seine-Saint-Denis souhaite aménager une cour Oasis au sein du collège Joliot Curie de Stains. Cette action s'insère dans un programme de lutte contre le changement climatique, intégrant un objectif de déploiement de cours Oasis sur 130 collèges présents sur 40 communes du territoire.

En amont du projet, diagnostics et expertises ont été réalisés ainsi qu'une démarche de concertation mise en œuvre avec l'équipe éducative, le CAUE et les collégiens, afin de connaître les usages et les besoins des élèves en matière d'organisation de la cour, de plantations, de mixité et d'usages. Les aménagements ensuite programmés portent notamment sur des actions de désimperméabilisation, restauration de la biodiversité, végétalisation par la plantation d'essences locales adaptées au changement climatique, mise en place de revêtements perméables, gestion des eaux pluviales ainsi que la création d'une forêt urbaine jouxtant le collège.

Le projet de Stains affiche un objectif de désimperméabilisation de 1 290 m<sup>2</sup>, permettant un passage de 12 % à 65 % de surface perméable (en intégrant la forêt urbaine). Il prévoit également la plantation de 53 arbres supplémentaires, de 157 ml de haies et la mise en place d'un récupérateur d'eau pluviale de 5 000 litres.

La création d'un îlot de fraîcheur accueillant des espaces de respiration ombragés, végétalisés et déminéralisés permettra une amélioration du cadre de vie des collégiens et des équipes pédagogiques. Une expérimentation d'ouverture de la cour au public en dehors des heures scolaires est également prévue à terme, pour répondre à un besoin d'espaces ouverts et végétalisés pour tous les habitants.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

#### Localisation géographique :



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installations chantiers	8 350,00	2,52%
Travaux VRD déconstruction voiries, remblais, pavés mosaïques, dalles, regard limiteur, cuve récupération	78 010,97	23,53%
Travaux espaces verts – Protections arbres, Terrassement, préparation sols, fosses, plantation, semis, Accessoires	57 941,31	17,48%
Fourniture de végétaux	13 212,50	3,99%
Mobilier et éclairage (20%)	41 080,37	12,39%
Lutte ICU : ombrière, salle fontaine, pompe à eau	19 000,00	5,73%
Clôture forêt urbaine	3 617,00	1,09%
Non retenu - Trav VRD Revêtements imperméables, Bordures béton, Geotextile chaussée, Essais dynaplaque, Marquage sol; Mobilier confort & jeux; Trav réseaux, canalisation; essouchages abattages; remise	110 289,91	33,27%
Total	331 502,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	128 628,00	38,80%
AESN	71 460,25	21,56%
Fonds propres	131 413,81	39,64%
Total	331 502,06	100,00%

**DOSSIER N° EX073644 - CREATION D'UNE COUR DE COLLEGE OASIS AU COLLEGE FRANÇOIS MITTERRAND DE NOISY-LE-GRAND (93)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-204132-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	354 047,04 € HT	57,55 %	203 749,00 €
Montant total de la subvention			203 749,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS  
Adresse administrative : 203/213 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURI  
93006 BOBIGNY  
Statut Juridique : Département  
Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 3 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au calendrier scolaire.

**Description :**

Le département de la Seine-Saint-Denis souhaite aménager une cour Oasis au sein du collège François Mitterrand de Noisy le Grand. Cette action s'insère au sein d'un programme de lutte contre le changement climatique, intégrant un objectif de déploiement des cours Oasis sur les communes du territoire.

En amont du projet, diagnostics et expertises ont été réalisés ainsi qu'une démarche de concertation menée afin d'aboutir à une réalisation concertée avec les usagers, les collégiens, l'équipe pédagogique et la direction. Les aménagements ensuite programmés portent notamment sur des actions de désimperméabilisation, restauration de la biodiversité, végétalisation par la plantation d'essences locales adaptées au changement climatique, mise en place de revêtements perméables ainsi que sur la gestion des eaux pluviales.

Ce projet affiche un objectif de désimperméabilisation de 753 m², permettant un passage de 32 % à 65 % de surface perméable sur la cour. Il prévoit également la plantation de 16 arbres supplémentaires et de 128 ml de haies. La création d'un îlot de fraîcheur accueillant des espaces de respiration ombragés, végétalisés et déminéralisés Permettra une amélioration du cadre de vie des collégiens et des équipes pédagogiques.

Une expérimentation d'ouverture de la cour au public en dehors des heures scolaires est également



prévue à terme, pour répondre à un besoin d'espaces ouverts et végétalisés pour tous les habitants.


Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

#### Localisation géographique :

 NOISY-LE-GRAND

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux VRD : déconstruction voiries, volige bois, noue, regard limiteur, platelage bois	206 338,36	45,57%
Travaux espaces verts - Protections arbres, Terrassement, préparation sols, fosses, plantation, semis prairie, Accessoires, Grilles, protections	40 882,68	9,03%
Fourniture de végétaux	12 500,00	2,76%
Mobilier (20%)	69 926,00	15,44%
Sécurisation et installation protection de chantier	24 400,00	5,39%
Non retenu - Travaux VRD Revêtements imperméables bordures béton, Géotextile chaussée, essais dynaplaque, marquage sol; abattages, essouchages ;remise	98 729,25	21,81%
Total	452 776,29	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	203 749,00	45,00%
AESN	113 194,07	25,00%
Fonds propres	135 833,22	30,00%
Total	452 776,29	100,00%

**DOSSIER N° EX073646 - CREATION D'UNE COUR OASIS AU COLLEGE ROBESPIERRE D'EPINAY-SUR-SEINE (93)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-204132-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	317 206,19 € HT	60,00 %	190 324,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		190 324,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS  
Adresse administrative : 203/213 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURI  
93006 BOBIGNY  
Statut Juridique : Département  
Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 12 juin 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au calendrier scolaire.

**Description :**

Le département de la Seine-Saint-Denis souhaite aménager une cour Oasis au sein du collège Robespierre d'Epinay-sur-Seine. Cette action s'insère au sein d'un programme de lutte contre le changement climatique, intégrant un objectif de déploiement des cours Oasis sur les communes du territoire.

En amont du projet, diagnostics et expertises ont été réalisés ainsi qu'une démarche de concertation menée afin d'aboutir à une réalisation concertée avec les usagers, les collégiens, l'équipe pédagogique et la direction.

Les aménagements ensuite programmés portent notamment sur des actions de désimperméabilisation, restauration de la biodiversité, végétalisation par la plantation d'essences locales adaptées au changement climatique, mise en place de revêtements perméables ainsi que la gestion des eaux pluviales (création de noues).

Ce projet affiche un objectif de désimperméabilisation de 1 228 m², permettant un passage de 47 % à 65 % de surface perméable sur la cour, il prévoit également la plantation de 45 arbres supplémentaires et de 227 ml de haies.

La création d'un îlot de fraîcheur accueillant des espaces de respiration ombragés, végétalisés et déminéralisés permettra une amélioration du cadre de vie des collégiens et des équipes pédagogiques. Une expérimentation d'ouverture de la cour au public en dehors des heures scolaires est également prévue à terme, pour répondre à un besoin d'espaces ouverts et végétalisés pour tous les habitants.


Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

#### Localisation géographique :

 EPINAY-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installations protections de chantier	11 500,00	2,18%
Travaux VRD déconstruction voiries, préparation, grave, pavés, réemploi dalles, regard limiteur	113 864,46	21,54%
Travaux espaces verts - Protections arbres, Terrassement, préparation sols, fosses, plantation, semis prairie, Accessoires, Grilles, protections	98 916,03	18,72%
Fourniture de végétaux	14 050,00	2,66%
Mobilier et éclairage (20%)	53 542,37	10,13%
Aménagement Lutte ICU : ombrière, fontaine	17 000,00	3,22%
Sécurisation	8 333,33	1,58%
Non retenu - Travaux VRD revêtements liants, bordures béton; essai dynaplaque, enrobé clair, banquette béton, marquage sol; arrachage végétation basse; mobilier jeu; remise	211 307,50	39,98%
Total	528 513,69	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	190 324,00	36,01%
AESN	131 653,25	24,91%
Fonds propres	206 536,44	39,08%
Total	528 513,69	100,00%

**DOSSIER N° EX072986 - AMENAGEMENT D'UN ILOT DE FRAICHEUR AU SEIN DU GROUPE  
SCOLAIRE PIERRE ET MARIE CURIE A DRAVEIL (91)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	170 219,44 € HT	34,30 %	58 379,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		58 379,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE DRAVEIL

Adresse administrative : 3 AVENUE DE VILLIERS  
91210 DRAVEIL

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Richard PRIVAT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 avril 2023 - 27 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au calendrier scolaire.

**Description :**

La commune de Draveil souhaite adapter ses aménagements sur les espaces publics en favorisant notamment des dispositifs de désimperméabilisation des sols, de plantation d'arbres et d'arbustes ou encore le choix de revêtements clairs pour lutter contre les îlots de chaleur urbains. Ces actions sont inscrites dans le cadre du contrat de Territoire Eau et Climat Trame Verte et Bleue de l'Yerres (2021 - 2025).

Le projet propose la création d'un îlot de fraîcheur au sein de cour d'école du Groupe Scolaire Pierre et Marie Curie, implanté dans une zone d'habitat collectif dense, et dans une zone de vulnérabilité moyenne à la chaleur urbaine. Le projet repose sur :

- la désimperméabilisation et la plantation d'arbres (essences locales adaptées aux conditions locales) ;
- la création d'un abri en structure bois avec une toiture végétalisée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

**Localisation géographique :****Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	3 553,68	1,83%
Préau en bois avec toiture végétalisée	88 818,90	45,64%
Désimperméabilisation	21 615,78	11,11%
Fosses pour les plantations	11 231,08	5,77%
Fournitures et plantations	45 000,00	23,13%
Non retenu : fondations en béton, bordures béton et bois, barrières, revêtements imperméables, regards, tampons, fourreaux, chambre de tirage	24 374,48	12,53%
Total	194 593,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	58 379,00	30,00%
DSIL	34 000,00	17,47%
Département 91	42 810,66	22,00%
Fonds propres	59 404,26	30,53%
Total	194 593,92	100,00%

**DOSSIER N° EX072998 - ETUDES PRE-OPERATIONNELLES POUR LA DESIMPERMEABILISATION ET LA VEGETALISATION DU GROUPE SCOLAIRE JULES FERRY A BRIE-COMTE-ROBERT (77)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	36 870,00 € HT	50,00 %	18 435,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		18 435,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BRIE COMTE ROBERT

Adresse administrative : 2 RUE DE VERDUN  
77170 BRIE COMTE ROBERT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean LAVIOLETTE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 16 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la nécessité de démarrer les études pré-opérationnelles dès le début d'année 2023 pour une réalisation de la phase opérationnelle à l'été 2023, hors période scolaire.

**Description :**

Dans le cadre de travaux de reprise du revêtement des sols au sein des cours du groupe scolaire Jules Ferry, la commune de Brie-Comte-Robert souhaite désimperméabiliser et revégétaliser pour favoriser le bien-être des enfants.

Il s'agit ici de financer des études pré opérationnelles nécessaires à la conception du projet et à la réalisation des travaux.

La phase opérationnelle du projet sera également déposée au titre du dispositif « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 30 000 €.

**Localisation géographique :**

 BRIE-COMTE-ROBERT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles et maîtrise d'œuvre (relevé topographique, essai de perméabilité, analyse amiante et HAP)	36 870,00	100,00%
Total	36 870,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	18 435,00	50,00%
Fonds propres	18 435,00	50,00%
Total	36 870,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073198 - VEGETALISATION DE LA COUR D'ECOLE SANTARELLI A TOURNAN EN BRIE (77)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	252 178,57 € HT	35,15 %	88 634,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		88 634,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE TOURNAN-EN-BRIE  
Adresse administrative : 1 PLACE EDMOND DE ROTHSCHILD  
77220 TOURNAN EN BRIE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Laurent GAUTIER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 mai 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux pendant les congés d'été.

**Description :**

La commune de Tournan-en-Brie a inscrit dans son Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) la création d'îlots de fraîcheur par la végétalisation des cours d'école de son territoire et souhaite engager en priorité ces opérations dans les écoles maternelles en raison d'une plus grande vulnérabilité des élèves.

La cour de l'école maternelle Santarelli, exposée plein sud, se trouve directement exposée au rayonnement solaire et aux fortes chaleurs.

Par ailleurs, elle est composée d'enrobés vieillissants et de sols souples dégradés.

Le projet consiste à :

- désimperméabiliser les sols (853 m²) et mettre en place des revêtements perméables (copeaux de bois) ;
- végétaliser la cour par la plantation d'arbres et de vivaces (essences locales) afin de promouvoir et développer la biodiversité et créer des zones de fraîcheur ;
- créer des espaces de cultures potagères ou floristiques (bacs potagers, plantes grimpantes, etc.) ;



- créer des espaces ombragés propices à l'enseignement en extérieur et promouvoir des activités récréatives et artistiques ;
- ouvrir l'école sur le quartier : permettre aux habitants de profiter d'un îlot de fraîcheur dans un quartier très minéralisé, grâce à une extension de la cour sur près de 979 m² d'espace vert existant au sud de l'école.

En outre, il est prévu d'installer 2 récupérateurs d'eau de pluie et une fontaine destinée à l'hydratation des élèves.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

#### Localisation géographique :

 TOURNAN-EN-BRIE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires et repli chantier	32 360,00	10,95%
Travaux de terrassement	44 370,00	15,02%
Travaux de réalisation de revêtements	112 830,57	38,19%
Installation de mobiliers éligibles	14 900,00	5,04%
Installation de clôtures en ganivelles	3 300,00	1,12%
Travaux de plantations, engazonnement, paillage	19 368,00	6,56%
Travaux d'installation d'un platelage PMR	21 300,00	7,21%
Installation d'une fontaine à eau	2 500,00	0,85%
Raccordement AEP	1 250,00	0,42%
Non retenus : jeux, poulailler, aléas	43 268,93	14,65%
Total	295 447,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	88 634,00	30,00%
Etat DSIL	118 179,00	40,00%
Fonds propres	88 634,50	30,00%
Total	295 447,50	100,00%

**DOSSIER N° EX073217 - REINVENTONS LES COURS D'ECOLE A COURDIMANCHE (95)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	328 776,09 € HT	60,00 %	197 266,00 €
Montant total de la subvention			197 266,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE COURDIMANCHE

Adresse administrative : 1 RUE VIEILLE SAINT-MARTIN  
95800 COURDIMANCHE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Sopia MATHARAN, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 30 juin 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au calendrier scolaire.

**Description :**

La commune de Courdimanche souhaite réaménager les cours de 3 groupes scolaires : André Parrain, La Louvière et Les Croizettes. Celles-ci disposent de revêtements et d'engazonnement abîmés, manquent d'ombre et ne bénéficient pas de gestion des eaux pluviales. Dans le cadre d'une réflexion globale sur les cours de sa commune, les réaménagements prévus ont été coconstruits avec tous les utilisateurs des cours.

Au total, les projets permettent :

- la désimperméabilisation de 4 496 m<sup>2</sup> ;
- la plantation de 80 arbres et de 381 ml de haies ;
- la mise en place d'une gestion alternative des eaux pluviales avec des noues et jardins de pluie,
- la mise en place de récupérateurs d'eaux pluviales ;
- la création d'espaces potagers pédagogiques et de mobilier durable.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

**Localisation géographique :**

 COURDIMANCHE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de chantiers et travaux préparatoires (démolition, dépose des sols, modélisation des formes, démontage, etc.)	132 166,82	14,82%
Revêtements perméables	80 036,31	8,98%
Végétalisation (terrassement pour massifs, terre végétale, plantations, noues)	62 499,24	7,01%
Citernes d'eau	6 150,00	0,69%
Bacs potagers	1 040,00	0,12%
Voliges en bois	6 842,95	0,77%
Mobilier durable retenu dans la limite des 20% (assises en rondin, banc)	40 040,77	4,49%
NON RETENU : clôtures, revêtements imperméables et peinture associée, jeux, études pré-opérationnelles, rigoles béton, bordure béton, abri vélo, glissière	562 925,93	63,13%
Total	891 702,02	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	197 266,00	22,12%
CA Cergy-Pontoise	97 500,00	10,93%
AESN	317 970,00	35,66%
Fonds propres	278 966,02	31,28%
Total	891 702,02	100,00%

**DOSSIER N° EX073232 - REAMENAGEMENT DE LA COUR ELEMENTAIRE EDOUARD HERRIOT EN ILOT DE FRAICHEUR A NEUILLY-PLAISANCE (93)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	85 719,29 € HT	60,00 %	51 432,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		51 432,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE NEUILLY-PLAISANCE

Adresse administrative : 6 RUE DU GENERAL DE GAULLE  
93360 NEUILLY PLAISANCE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Christian DEMUYNCK, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 4 avril 2023 - 1 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la nécessité de démarrer les études pré-opérationnelles dès le début d'année 2023 et la phase opérationnelle à l'été 2023, hors période scolaire.

**Description :**

Dans le cadre de sa reconnaissance "Territoire engagé pour la nature" en 2020, la commune de Neuilly-Plaisance souhaite prioriser la mise en œuvre de projets de renaturation, et plus particulièrement au sein des cours d'école.

Le présent projet porte sur le réaménagement d'une des cours de l'école élémentaire Edouard Herriot en îlot de fraîcheur et constitue un projet-pilote pour les autres écoles de la commune. Celle-ci a été priorisée en raison de sa vulnérabilité aux effets d'îlot de chaleur et de sa faible utilisation par les élèves du fait d'un manque de végétation et de revêtements très abîmés. La commune est accompagnée par le CAUE 93 et par le groupe Loiseleur pour la partie pré-opérationnelle de l'opération, faisant également partie de la présente demande de subvention.

Concrètement, le projet vise à :

- conserver les arbres existants ;
- désimperméabiliser toute la cour à l'exception d'un cheminement en revêtement perméable ;

- planter 2 arbres et 10 arbustes fruitiers ;
- semer une prairie fleurie de 50 m² ;
- installer 3 récupérateurs d'eaux pluviales.

En complément, des ateliers participatifs seront organisés autour de la petite faune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

#### Localisation géographique :

■ NEUILLY-PLAISANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude pré-opérationnelle	3 800,00	4,09%
Actions de désimperméabilisation	34 543,00	37,16%
Mise en place de revêtement perméable (cheminement)	9 616,00	10,34%
Végétalisation des espaces (arbres, prairie fleurie, fibre de bois, arbustes, zones de potager)	25 830,25	27,79%
Récupérateurs d'eaux pluviales et connecteurs	656,00	0,71%
Stations météo pour suivi des températures	338,00	0,36%
Abris à petite faune	169,70	0,18%
RETENU dans la limite de 20 % : Mise en place de mobilier durable ou de réemploi (tipis végétalisés, bancs, autres)	10 766,34	11,58%
NON RETENU : accompagnement CAUE, inscription refuge LPO, animation pour mise en place d'hôtel à insectes	7 235,00	7,78%
Total	92 954,29	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	51 432,00	55,33%
Fonds propres	41 522,29	44,67%
Total	92 954,29	100,00%

**DOSSIER N° EX073247 - DESIMPERMEABILISATION ET VEGETALISATION DE LA COUR D'ECOLE  
DES LARRIS A CHATOU (78)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	184 616,13 € HT	56,64 %	104 560,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		104 560,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHATOU

Adresse administrative : 11 PL GENERAL DE GAULLE  
78400 CHATOU CEDEX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Eric DUMOULIN, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 3 juillet 2023 - 3 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au calendrier scolaire.

**Description :**

La commune de Chatou a engagé un programme de valorisation et de désimperméabilisation de ses cours d'écoles, qui a débuté par la cour d'école des Champagnes.

Ce programme s'inscrit dans le projet de la ville de réaménagement des espaces publics du quartier "Coeur d'Europe / République", qui a notamment pour objectif de créer un hectare d'espaces verts par la désimperméabilisation des sols, de planter environ 400 arbres et d'améliorer l'éclairage public.

Il s'agit de créer un îlot de fraîcheur au sein de la cour d'école des Larris, aujourd'hui presque intégralement minéralisée (1600 m<sup>2</sup> sur une surface totale de 2000 m<sup>2</sup>). Le projet est situé dans une zone de vulnérabilité moyenne à la chaleur urbaine.

Il repose sur :

- la désimperméabilisation complète de la surface de la cour, par l'augmentation des surfaces d'espaces verts en pleine terre (+ 400 m<sup>2</sup>) et la mise en œuvre de revêtements perméables (1 100 m<sup>2</sup>) ;
- la reconfiguration de la cour en 3 espaces distincts : l'espace "forêt", l'espace "potagers" et l'espace "cour/aire de jeux" ;
- la déconnexion totale des eaux pluviales au réseau d'assainissement, par la conception de sols

perméables d'une capacité de rétention équivalente aux volumes d'eaux pluviales ;  
- la mise en place d'un drain agricole connecté aux fosses de plantation pour l'évacuation du trop-plein.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

L'application du taux d'intervention de 60 % sur le montant global des dépenses subventionnables, à hauteur de 184 616,13 €, a pour effet un dépassement du plafond de subvention publique maximal autorisé sur un projet (70%). C'est pourquoi a été revu à la baisse le taux d'intervention, à 56,64 %.

#### Localisation géographique :

 CHATOU

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrassement	16 689,23	5,57%
Couche de fondation et enrobés (grave drainante, mélange terre-pierre, béton drainant, géotextile)	114 435,80	38,23%
Voliges en acier galvanisé	5 670,00	1,89%
Traverse en chêne	1 620,00	0,54%
Fourniture et plantations d'arbres et arbustes, tuteurage, paillage	23 788,92	7,95%
Travaux préparatoires aire de jeux	1 450,00	0,48%
Réfection sol existant : découpe, dépose, évacuation en déchetterie de sol souple et mise en œuvre sol en liège, géotextile, copeaux normés	20 962,18	7,00%
NON RETENU : bordures, aléas, scellement et dalle béton, pose de jeux, laboratoire de contrôle, signalétique, cabane, équipement technique	114 756,30	38,33%
Total	299 372,43	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	104 560,00	34,93%
AESN	105 000,00	35,07%
Fonds propres	89 812,43	30,00%
Total	299 372,43	100,00%

**DOSSIER N° EX073373 - ETUDES POUR LA TRANSFORMATION DES COURS D'ECOLE HENRI WALLON ET MAXIMILIEN ROBESPIERRE EN COURS OASIS A MORSANG-SUR-ORGE (91)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	40 124,00 € HT	60,00 %	24 074,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		24 074,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MORSANG SUR ORGE

Adresse administrative : 72 RUE JEAN RAYNAL  
91390 MORSANG SUR ORGE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Marianne DURANTON, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 16 janvier 2023 - 15 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Respect du calendrier scolaire.

**Description :**

La commune de Morsang-sur-Orge souhaite réaliser une étude pré-opérationnelle afin de réaménager les deux cours d'école Henri Wallon et Maximilien Robespierre en vue de lutter contre l'îlot de chaleur urbain qu'elles représentent, d'intégrer une meilleure gestion des eaux pluviales et d'améliorer leur résistance face aux changements climatiques.

Pour répondre à ces enjeux, plusieurs objectifs ont été définis :

- réduire la température localement et proposer des zones d'ombrage en utilisant des végétaux avec le label « végétal local » ;
- gérer les eaux pluviales à la parcelle ;
- améliorer l'inclusivité de la cour ;
- réaménager les espaces en fonction des activités des élèves.

Une concertation est prévue avec les enfants, les équipes éducatives, scolaires et périscolaires, ainsi que les parents et les gestionnaires.



Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 30 000 €.

**Localisation géographique :**

 MORSANG-SUR-ORGE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Levée topographique	2 700,00	6,73%
Diagnostic amiante	2 264,00	5,64%
Maîtrise d'œuvre	28 860,00	71,93%
Étude géotechnique	6 300,00	15,70%
Total	40 124,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	24 074,00	60,00%
Fonds propres	16 050,00	40,00%
Total	40 124,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073603 - INSTALLATION DE FONTAINES POUR L'HYDRATATION SUR LA COMMUNE DU CHESNAY-ROCQUENCOURT (78)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	32 778,84 € HT	50,00 %	16 389,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		16 389,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DU CHESNAY-ROCQUENCOURT  
Adresse administrative : BP 150  
78150 LE CHESNAY ROCQUENCOURT  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Richard DELEPIERRE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2023 - 3 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à une installation avant le début de la période estivale et les premières vagues de chaleur.

**Description :**

Dans le cadre d'un Plan de gestion des vagues de chaleur, la commune du Chesnay-Rocquencourt a recensé les points stratégiques de la ville (lieux frais et/ou climatisés, fontaines d'hydratation) accessibles gratuitement aux administrés, permettant leur satiété hydrique et leur sécurité, notamment lors d'épisodes de fortes chaleurs.

Il s'agit d'installer 4 fontaines supplémentaires au niveau de sites à forte affluence : la plaine Saint-Antoine, le parc du Bel Air, le parc Nouvelle France et la cour des senteurs. Le choix du modèle s'est porté sur une fontaine Bayard en fonte, ne nécessitant pas de purge l'hiver et permettant de réduire les frais d'entretien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 8 000 € par borne-fontaine.

En l'espèce, le projet concerne l'installation de 4 bornes-fontaines, le montant de subvention est ainsi plafonné à 32 000 €.

**Localisation géographique :**

 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en place de 4 bornes fontaines	32 778,84	100,00%
Total	32 778,84	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	16 389,00	50,00%
Fonds propres	16 389,84	50,00%
Total	32 778,84	100,00%

**DOSSIER N° EX074005 - REAMENAGEMENT DU GROUPE SCOLAIRE LE COLOMBIER A ISSY-LES-MOULINEAUX (92)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	187 994,36 € HT	47,38 %	89 081,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		89 081,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D ISSY LES MOULINEAUX

Adresse administrative : 62 RUE DU GENERAL LECLERC  
92130 ISSY LES MOULINEAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur ANDRE SANTINI, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 10 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune d'Issy-les-Moulineaux a ciblé pour l'été 2023 plusieurs écoles de sa commune à réaménager. Parmi ces projets-pilotes, le groupe scolaire le Colombier comprend deux cours : une cour maternelle en rez-de-chaussée, particulièrement imperméable et sujette aux effets d'îlots de chaleur et une cour élémentaire au niveau supérieur, rendue impraticable l'hiver pour cause de gel mais bénéficiant d'un préau apportant de l'ombre en période estivale.

Concrètement, le projet concerne la cour en rez-de-chaussée et prévoit de désimperméabiliser une large partie de la cour, de mettre en place une noue végétalisée, et de planter 4 arbres et 23 ml de haies ainsi que de moderniser l'éclairage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures

végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

L'application du taux d'intervention de 60 % sur le montant global des dépenses subventionnables, à hauteur de 187 994,36 €, a pour effet un dépassement du plafond de subvention publique maximal autorisé sur un projet (70 %). C'est pourquoi a été revu à la baisse le taux d'intervention, à 47,38 %.

#### Localisation géographique :

 ISSY-LES-MOULINEAUX

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en place de revêtements perméables (enrobé drainant, pavés, copeaux de bois)	37 618,20	12,67%
Végétalisation des espaces	23 183,58	7,81%
Travaux préparatoires, installation de chantiers	69 909,00	23,54%
Gestion des eaux pluviales	17 701,00	5,96%
Mobilier durable (bancs, tables de pique-nique, rondins pour assises) et modernisation éclairage retenu à hauteur de 20 %	39 582,58	13,33%
NON RETENU : aléas ; revêtements imperméables (sol souple liège, bordures béton) ; jeux et mobilier inéligible et au-delà des 20% ; intervention sur réseau existant	108 943,98	36,69%
Total	296 938,34	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	89 081,00	30,00%
Métropole du Grand Paris	74 234,60	25,00%
AESN	44 540,76	15,00%
Fonds propres	89 081,98	30,00%
Total	296 938,34	100,00%

**DOSSIER N° EX074873 - VEGETALISATION DE LA PLACE DU MARCHÉ ET DU PARKING DES  
TANNERIES A COULOMMIERS (77)**

**Dispositif** : Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines (n° 00001234)

**Délibération Cadre** : CP2022-163 modifiée du 20/05/2022

**Imputation budgétaire** : 907-731-2041412-573001-1700

Action : 573001022- Milieux aquatiques et îlots de fraîcheur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines	172 075,05 € HT	29,82 %	51 312,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		51 312,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE COULOMMIERS  
Adresse administrative : 13 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE  
77120 COULOMMIERS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame Laurence PICARD, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 mai 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au calendrier de plantations.

**Description :**

Dans le cadre d'un programme communal de végétalisation, la ville de Coulommiers souhaite planter 300 arbres en 3 ans. Dans cette perspective et en lien avec la valorisation du cœur de ville, la commune souhaite réaliser des travaux de voiries et de végétalisation au niveau de la Place du Marché et d'un parking de sa commune.

Concrètement, ce projet vise à créer des espaces végétalisés et ombragés tout en conservant les usages de ces deux lieux par la :

- désimperméabilisation de 1 152 m² ;
- plantation de 31 arbres (12 arbres sur la place du marché et 21 arbres sur le parking) tout en végétalisant les pieds d'arbres par des arbustes et une strate herbacée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Création d'îlots de fraîcheur, de toitures végétalisées et installation de fontaines », révisé par délibération n° CP 2023-028 du 25 janvier 2023.

Le taux de subvention est plafonné à 60 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 250 000 €.

L'application du taux d'intervention de 60 % sur le montant global des dépenses subventionnables, à hauteur de 172 075,05 €, a pour effet un dépassement du plafond de subvention publique maximal autorisé sur un projet (70 %). C'est pourquoi a été revu à la baisse le taux d'intervention, à 29,82 %.

**Localisation géographique :**

 COULOMMIERS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Milieux aquatiques et humides

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux VRD et divers (installation chantiers, sciages d'enrobés, fourniture et mise en œuvre de terre végétale, etc.)	94 660,05	26,99%
Travaux de végétalisation et frais associés	70 415,00	20,08%
Mobilier urbain durable retenu dans la limite de 20%	7 000,00	2,00%
NON RETENU : travaux de stockage et repose de fontaine, de pose de points d'apport volontaire, fourniture et pose de fourreau TPC/PEHD et de cablette cuivre.	178 662,60	50,94%
Total	350 737,65	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	51 312,00	14,63%
Fonds Vert	194 203,44	55,37%
Fonds propres	105 222,21	30,00%
Total	350 737,65	100,00%

## **Annexe 3 Fiches projets Plan Vert**



**DOSSIER N° EX067672 - PLANTATIONS AU PARC DE LA GRANDE GARENNE À VARENNES-SUR-SEINE (77)**

**Dispositif** : Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement (n° 00001051)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041412-176003-1700

Action : 17600303- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement	38 136,52 € HT	40,00 %	15 255,00 €
Montant total de la subvention			15 255,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES-SUR-SEINE

Adresse administrative : PLACE JEAN SEJOURNE  
77130 VARENNES SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JOSE RUIZ, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 décembre 2022 - 1 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la saisonnalité des travaux.

**Description :**

La commune de Varennes-sur-Seine souhaite réaliser des plantations complémentaires au sein du parc de la Grande Garenne, notamment dans les espaces trop peu arborés du Parc : 57 arbres dans l'allée principale (charmes, érables, noisetiers, hêtres pourpres, noyers, tilleuls, etc.), 36 dans l'allée ouest (pommiers, cerisiers, pruniers, etc.) et 17 dans l'allée nord (érables, muriers, cerisiers, merisiers, pruniers, aubépines, etc.).

Pour améliorer l'accueil du public, du mobilier en bois (bancs et tables pique-nique) ainsi qu'une fontaine seront installés.

Ce projet, situé en territoire carencé, permet la requalification de 5 350 m<sup>2</sup> d'espaces verts existants et la plantation de 110 arbres. Il est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, à la maîtrise des ruissellements et aux liens sociaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Conformément au règlement d'intervention, les dépenses retenues dans la base subventionnable (38 136,52 €) sont les suivantes : travaux de plantation, installation d'une fontaine, mobilier durable (dans la limite de 20% des dépenses retenues). Ne sont pas retenues les dépenses de raccordement et arrosage.

Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40 %.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70 % maximum d'aides publiques.

**Localisation géographique :**

 VARENNES-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de plantation	29 721,60	65,18%
Mobiliers : bancs et tables pique-nique en bois	7 892,42	17,31%
Achat et installation d'une fontaine	522,50	1,15%
NON RETENU : raccords eau, arrosage	7 464,04	16,37%
Total	45 600,56	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 255,00	33,45%
Fonds propres	30 345,56	66,55%
Total	45 600,56	100,00%

**DOSSIER N° EX067674 - PLANTATIONS AU PARC DE LA CROIX DE SIX À VARENNES-SUR-SEINE  
(77)**

**Dispositif** : Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement (n° 00001051)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041412-176003-1700

Action : 17600303- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement	12 090,64 € HT	40,00 %	4 836,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		4 836,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES-SUR-SEINE

Adresse administrative : PLACE JEAN SEJOURNE  
77130 VARENNES SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JOSE RUIZ, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 décembre 2022 - 1 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la saisonnalité des travaux.

**Description :**

La commune de Varennes-sur-Seine souhaite réaliser des plantations complémentaires au sein du parc de la Croix de Six : une haie arbustive de 84 mètres linéaires composée de 19 arbres (érables, arbre de Judée, aubépine, houx, pommiers, pruniers, merisiers, etc.) et 38 arbustes (lilas, sureau, mimosa, noisetiers, cornouiller, etc.).

Une analyse de la qualité des sols est prévue pour permettre un meilleur choix des essences à planter. Pour améliorer l'accueil du public, des carports en bois ainsi qu'une fontaine seront installés.

Ce projet, situé en territoire carencé, permet la requalification de 7 000 m<sup>2</sup> d'espaces verts existants et la plantation de 55 arbres. Il est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, à la maîtrise des ruissellements et aux liens sociaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Conformément au règlement d'intervention, les dépenses retenues dans la base subventionnable (12 090,64 € HT) sont les suivantes : travaux de plantations, étude pré-opérationnelle (dans la limite de 10 % des dépenses retenues).

Ne sont pas retenues : les dépenses de raccordement en eau, d'arrosage et d'installation de 3 carports.

Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40 %.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70 % maximum d'aides publiques.

**Localisation géographique :**

 VARENNES-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de plantation	10 219,31	36,24%
Etude pré opérationnelle (analyse de sols)	1 348,83	4,78%
Achat et installation d'une fontaine	522,50	1,85%
NON RETENU : raccordements eau, arrosage, carports	16 108,88	57,12%
Total	28 199,52	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 836,00	17,15%
Fonds propres	23 363,52	82,85%
Total	28 199,52	100,00%

**DOSSIER N° EX067689 - Désimperméabilisation et Aménagement Paysager de la Cour de la Mairie à Boissettes (77)**

**Dispositif** : Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement (n° 00001051)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041412-176003-1700

Action : 17600303- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement	181 854,60 € HT	22,82 %	41 494,00 €
Montant total de la subvention			41 494,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BOISSETTES  
Adresse administrative : 3 PL DE VERDUN  
77350 BOISSETTES  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Thierry SEGURA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la saisonnalité des travaux.

**Description :**

La commune de Boissettes souhaite désimperméabiliser et végétaliser la cour de la mairie annexe, située à l'arrière de l'église pour en faire un véritable espace vert en centre-ville.

Sont ainsi prévus :

- la création de cheminements perméables (pavés de grès) ;
- la mise aux normes PMR ;
- la sécurisation du puits existant et de l'enceinte en pierre ;
- la plantation de 4 arbres, d'arbustes et de vivaces ;
- l'engazonnement sur 620 m<sup>2</sup> ;
- l'installation d'un système d'arrosage par récupération des eaux de pluie ;
- l'installation de l'éclairage ;
- la pose d'une fontaine ;
- la création d'une placette et d'une terrasse en bois.

Ce projet, situé en territoire carencé, permet la requalification de 850 m<sup>2</sup> d'espaces verts existants, la plantation de 5 arbres et de 50 mètres linéaires de haies et la désimperméabilisation de 800 m<sup>2</sup>. Il est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, à la maîtrise des ruissellements, aux

liens sociaux et sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention, les dépenses retenues dans la base subventionnable (181 854,60 € HT) sont les suivantes : installation de chantier, travaux préparatoires, revêtements perméables, bordures en grès, achats et travaux de plantation. L'éclairage écologique est pris en compte dans la limite de 20 %. Les études pré-opérationnelles sont retenues dans la limite de 10 %.

Ne sont pas retenues les dépenses liées au rehaussement du puits, à l'assainissement, à l'abattage d'un arbre dangereux (sécurité du public).

Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40 %.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

#### Localisation géographique :

BOISSETTES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles, maîtrise d'œuvre et AMO	13 330,00	6,60%
Installation de chantier	4 800,00	2,38%
Travaux préparatoires	49 273,00	24,40%
Bordures en grès, cheminements perméables et maçonnerie	78 802,60	39,02%
Travaux de plantations	27 073,00	13,40%
Eclairage écologique	8 576,00	4,25%
NON RETENU	20 115,00	9,96%
Total	201 969,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	41 494,00	20,54%
Etat (DETR)	99 885,00	49,46%
Fonds propres	60 590,60	30,00%
Total	201 969,60	100,00%

**DOSSIER N° EX073249 - EXTENSION ET AMÉNAGEMENT DU PARC BERNARD FOURMONT À MAULE (78)**

**Dispositif** : Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement (n° 00001051)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041412-176003-1700

Action : 17600303- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement	116 746,00 € HT	40,00 %	46 698,00 €
Montant total de la subvention			46 698,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MAULE  
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE  
78580 MAULE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Laurent RICHARD, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 5 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Maule a acquis deux parcelles accolées au parc Bernard Fourmont en 2021 et envisage d'agrandir le parc actuel pour préserver des zones naturelles en centre-ville.

Sont également prévus certains aménagements dans le parc actuel pour :

- favoriser son accès en créant une nouvelle entrée via le chemin du Radet pour, entre autres, les collégiens et les enfants du centre de loisirs ;
- mettre aux normes PMR l'ensemble des cheminements du parc ;
- remplacer le mobilier urbain vétuste pour le rendre plus fonctionnel pour les usagers.

Ce projet, favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, aux liens sociaux et accessible aux personnes à mobilité réduite, permettra de rendre le parc plus attractif et plus visible tout en conservant un aspect naturel et en préservant la biodiversité. Une prairie naturelle sera créée dans la zone d'extension du parc.

Situé en territoire carencé, il permettra la création de 9 360 m<sup>2</sup> de nouveaux espaces verts, la requalification de 43 935 m<sup>2</sup> d'espaces verts existants et la plantation de 60 arbres.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention, les dépenses retenues dans la base subventionnable (116 746 € HT) sont les suivantes : travaux préparatoires, terrassements, achat de végétaux et plantations.

Le mobilier durable est pris en compte dans la limite de 20 %.

Ne sont pas retenues les dépenses liées aux revêtements imperméables, la serrurerie, les arceaux à vélo. Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40 %.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

#### Localisation géographique :

 MAULE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	15 700,00	6,27%
Travaux de terrassement	36 500,00	14,57%
Espaces verts	40 040,00	15,98%
Mobilier durable	24 506,00	9,78%
Non retenu	133 759,00	53,40%
Total	250 505,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	46 698,00	18,64%
Département 78	104 474,00	41,71%
Fonds propres	99 333,00	39,65%
Total	250 505,00	100,00%



**DOSSIER N° EX073250 - CRÉATION D'UN ESPACE VERT BOISÉ À COUPVRAY (77)**

**Dispositif** : Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement (n° 00001051)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041412-176003-1700

Action : 17600303- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement	124 122,00 € HT	40,00 %	49 649,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		49 649,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE COUPVRAY  
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE  
77700 COUPVRAY  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Thierry CERRI, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la sécurité du site (parcelle en friche, risque d'incendie et de chute d'arbres sur la voie publique) et à la saisonnalité des plantations.

**Description :**

La commune de Coupvray souhaite créer un nouvel espace vert à destination des habitants sur une parcelle abandonnée et enfrichée située en entrée de ville.

Sont prévus dans ce cadre :

- l'aménagement de cheminements piétons en grave naturelle ;
- l'installation de clôtures en ganivelles ou en haies libres (noisetiers, amélanchiers, sureaux.) ;
- l'engazonnement des allées transversales ;
- la plantation d'arbres fruitiers ;
- l'installation de bancs et de tables de pique-nique ;
- la création d'une noue et l'installation d'une cuve de récupération des eaux de pluie pour le trop-plein ;
- la création d'une aire de jeux (non incluse dans la présente subvention) ;
- l'installation de nichoirs et de mangeoires pour les oiseaux.

Ce projet, situé en territoire carencé, permet la création de 5 034 m<sup>2</sup> de nouveaux espaces verts, la plantation de 10 arbres et l'installation d'un récupérateur d'eau de pluie de 4 000 litres. Il est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, à la maîtrise des ruissellements, aux liens sociaux et sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention, les dépenses retenues dans la base subventionnable (124 122 € HT) sont les suivantes : travaux de création d'une allée en gazon, d'un escalier et d'un pont en bois, création d'une noue, achat et installation de clôtures, treillis et nichoirs, achat de végétaux et plantations, achat de corbeilles.

Ne sont pas retenues les dépenses liées à la création d'une aire de jeux.

Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40 %.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70 % maximum d'aides publiques.

#### Localisation géographique :



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de création d'une allée en gazon	1 090,00	0,68%
Création d'un escalier	11 637,00	7,29%
Travaux de création d'une noue	83 163,80	52,09%
Achat et plantation de végétaux	13 688,80	8,57%
Achat et installation de clôtures, de treillis et de nichoirs	6 603,35	4,14%
Achat de corbeilles	4 070,00	2,55%
Pont en bois	3 869,05	2,42%
NON RETENU : Création d'une aire de jeux	35 538,00	22,26%
Total	159 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	49 649,00	31,10%
Fonds propres	110 011,00	68,90%
Total	159 660,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073259 - RÉHABILITATION DU SQUARE DES BONNEQUINS À GENNEVILLIERS  
(92)**

**Dispositif** : Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement (n° 00001051)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041412-176003-1700

Action : 17600303- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement	293 122,09 € HT	50,00 %	146 561,00 €
Montant total de la subvention			146 561,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE GENNEVILLIERS

Adresse administrative : 177 AV GABRIEL PERI  
92237 GENNEVILLIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Patrice LECLERC, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 5 décembre 2022 - 29 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la saisonnalité des plantations.

**Description :**

La commune de Gennevilliers souhaite réhabiliter le square des Bonnequins, situé au cœur du quartier du Luth entouré de plusieurs immeubles résidentiels.

Sont ainsi prévus :

- la plantation d'arbres pour structurer l'entrée et la reconquête arborée de l'espace périphérique ;
- le renouvellement du parterre central en jardin à la française avec des essences locales ainsi qu'une roseraie de couleurs variées ;
- la reprise des placettes et des cheminements ;
- la création d'une zone de repos et de détente en platelage bois avec des bancs ;
- la création d'un terrain de pétanque, etc.

Ce projet, situé en territoire très carencé, permet la requalification de 12 000 m<sup>2</sup> d'espaces verts existants, la plantation de 17 arbres et la désimperméabilisation de 250 m<sup>2</sup>. Il est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, aux liens sociaux et sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention, les dépenses retenues dans la base subventionnable (293 122,09 € HT) sont les suivantes : installation de chantier, travaux préparatoires, création de chemins en stabilisé, bordures et voliges pour les espaces verts, clôtures et portail, achat et plantations de végétaux. Le mobilier durable est pris en compte dans la limite de 20 %.

Ne sont pas retenues les dépenses liées aux cheminements imperméables (à l'exception d'un chemin central accessible aux personnes à mobilité réduite), à la démolition et au remplacement de la sculpture, au terrain de pétanque, aux réseaux.

Le territoire est très carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 50 %.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70 % maximum d'aides publiques.

#### Localisation géographique :

 GENNEVILLIERS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de chantier	8 000,00	1,57%
Travaux préparatoires	71 252,00	13,94%
Travaux de création de chemins en stabilisé	31 191,00	6,10%
Bordures et voliges espaces verts	21 580,00	4,22%
Clôtures et portail	5 700,00	1,12%
Achat de végétaux et travaux de plantation	91 212,00	17,84%
Mobilier / pergola	64 187,09	12,56%
Non retenu	218 030,91	42,65%
Total	511 153,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	146 561,00	28,67%
Fonds propres	364 592,00	71,33%
Total	511 153,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073323 - CRÉATION D'UN PARC PUBLIC AU 15-25 AVENUE DE CHAMPS À GOURNAY-SUR-MARNE (93)**

**Dispositif** : Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement (n° 00001051)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041412-176003-1700

Action : 17600303- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement	254 671,00 € HT	25,06 %	63 814,00 €
Montant total de la subvention			63 814,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE GOURNAY-SUR-MARNE

Adresse administrative : 7 AV FOCH  
93460 GOURNAY SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Eric SCHLEGEL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Gournay-sur-Marne souhaite créer et aménager un nouvel espace de nature en centre-ville, sur une emprise située au 15-25 avenue de Champs et anciennement occupée par des maisons individuelles aujourd'hui démolies.

Il s'agit d'aménager le site avec :

- la création de zones plantées d'arbres et de haies, de zones engazonnées ainsi qu'une prairie mésophile ;
- la création de zones de jeux ;
- l'installation de mobilier d'assises en bois ;
- la création d'un réseau de noues pour permettre l'infiltration des eaux de pluie ;
- l'installation d'un éclairage écologique.

Ce projet, situé en territoire non carencé, permet la création de 2 865 m<sup>2</sup> de nouveaux espaces verts, la plantation de 32 arbres et de 160 mètres linéaires de haies et la désimperméabilisation de 1 180 m<sup>2</sup>. Il est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, à la maîtrise des ruissellements, aux liens sociaux et sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention, les dépenses retenues dans la base subventionnable (254 671 € HT) sont les suivantes : travaux de terrassement, nivellement et création de noues, aménagements paysagers et gradins en gabions, achats et plantation de végétaux, engazonnement, système d'arrosage et réseau d'eau pluviale, clôtures, signalétique et installation d'une fontaine à eau.

Ne sont pas retenues les dépenses liées à l'éclairage et aux arceaux vélo.

Le territoire est non carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40 %.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

#### Localisation géographique :

 GOURNAY-SUR-MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de terrassement, création de tranchées, pare racine, apport de terre végétale	39 000,00	12,22%
Travaux de nivellement	3 600,00	1,13%
Achats de végétaux et plantations	60 205,00	18,87%
Travaux d'engazonnement	36 000,00	11,28%
Installation d'un système d'arrosage	10 000,00	3,13%
Installation du réseau eau pluviale	10 000,00	3,13%
Travaux de création de gradins en gabions	63 566,00	19,92%
Achat et installation de clôtures, signalétique et fontaine à boire	32 300,00	10,12%
NON RETENU	64 400,00	20,18%
Total	319 071,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	63 814,00	20,00%
MGP	159 535,50	50,00%
Fonds propres	95 721,50	30,00%
Total	319 071,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073333 - RÉAMÉNAGEMENT DU PARC DE LA FONTAINE AUX PIGEONS À LA FERTÉ SOUS JOUARRE (77)**

**Dispositif** : Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement (n° 00001051)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041412-176003-1700

Action : 17600303- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement	225 203,45 € HT	40,00 %	90 081,00 €
Montant total de la subvention			90 081,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE LA FERTE-SOUS-JOUARRE  
Adresse administrative : PLACE DE L HOTEL DE VILLE  
77260 LA FERTE SOUS JOUARRE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Ugo PEZZETTA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de la Ferté-sous-Jouarre souhaite réhabiliter une partie du parc historique de la Fontaine aux pigeons, qui s'étend sur 6,5 ha au total.

Sont ainsi prévus :

- la réhabilitation de 1,25 km de cheminements et la mise en accessibilité pour les PMR ;
- le reboisement sur 3 ha au total avec la plantation de 60 arbres, d'une strate herbacée et de sujets arbustifs (palette végétale majoritairement locale) ;
- l'installation de mobiliers en matériaux recyclés ;
- la gestion alternative des eaux pluviales avec la mise en place de tranchées drainantes, de bassins ;
- la réhabilitation des noues végétalisées et du grand bassin existant (1 500 m²).

Ce projet, situé en territoire carencé, permet la requalification de 30 000 m² d'espaces verts existants, la plantation de 60 arbres et de 200 mètres linéaires de haies. Il est favorable à la biodiversité, à la maîtrise des ruissellements et sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Conformément au règlement d'intervention, les dépenses retenues dans la base subventionnable (225 203,45 € HT) sont les suivantes : travaux préparatoires, réhabilitation des chemins et mise aux normes PMR, travaux de gestion alternative des eaux pluviales (tranchées drainantes, réhabilitation des bassins), achat de végétaux et plantations. Le mobilier durable est retenu dans la limite de 20 % et les études pré-opérationnelles dans la limite de 10 %.

Ne sont pas retenues les dépenses liées aux revêtements imperméables (enrobé), ainsi que les aléas.

Le territoire est carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40 %.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70 % maximum d'aides publiques.

**Localisation géographique :**

 LA FERTE-SOUS-JOUARRE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude pré-opérationnelle	23 733,61	8,28%
Travaux préparatoires	9 600,00	3,35%
Travaux de réhabilitation des chemins	92 366,00	32,21%
Travaux de gestion alternative des eaux pluviales	36 231,90	12,63%
Achat de végétaux et travaux de plantations	48 415,94	16,88%
Mobilier	14 856,00	5,18%
NON RETENU	61 554,93	21,47%
Total	286 758,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	90 081,00	31,41%
Fonds propres	196 677,38	68,59%
Total	286 758,38	100,00%



**DOSSIER N° 23003992 - RÉHABILITATION DU SQUARE SAINT-LOUIS À VINCENNES (94)**

**Dispositif** : Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement (n° 00001051)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041412-176003-1700

Action : 17600303- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement	278 950,00 € HT	40,00 %	111 580,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		111 580,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VINCENNES

Adresse administrative : 53BIS RUE DE FONTENAY  
94300 VINCENNES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Charlotte LIBERT-ALBANEL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 3 avril 2023 - 20 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au marché de travaux.

**Description :**

Situé à l'ouest de la ville de Vincennes, enclavé dans un îlot de logements sociaux, le square Saint-Louis s'étend sur 1 300 m<sup>2</sup> et accueille actuellement une aire de jeux très minérale. Il constitue un îlot de chaleur dont les usagers se plaignent l'été.

Il s'agit de le réhabiliter avec :

- le changement de tous les enrobés existants avec nivellement pour infiltration des eaux de pluie à la parcelle et la mise en place de matériaux perméables sur toute la surface dédiée aux jeux ;
- la plantation d'une vingtaine d'arbres dans une fosse de plantation continue, et d'une strate arbustive et herbacée (espèces locales et non allergènes) ;
- la création d'un jardin partagé de 350 m<sup>2</sup> protégé de l'espace de jeux ;
- la rénovation de l'éclairage public (leds avec extinction nocturne).

Ce projet, situé en territoire non carencé, permet la requalification de 1 294 m<sup>2</sup> d'espaces verts existants, la plantation de 22 arbres et de 85 mètres linéaires de haies, l'installation de 2 récupérateurs d'eau de 1 000 litres et la désimperméabilisation de 60 m<sup>2</sup>. Il est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, aux liens sociaux et à la maîtrise des ruissellements.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention, les dépenses retenues dans la base subventionnable (278 950 € HT) sont les suivantes : travaux préparatoires et fin de chantier, travaux de démolition et de terrassement, travaux d'aménagements de revêtements perméables (sol sableux), ganivelles, clôture, portillon et bordure en rondins de bois couchés, aménagements paysagers, achat de végétaux et plantations. Le mobilier durable et l'éclairage écologique sont retenus dans la limite de 20 %.

Ne sont pas retenues les dépenses liées aux revêtements imperméables et aménagements des espaces sportifs ou de jeux, maçonnerie et réseaux.

Le territoire est non carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40 %.

Le plan de financement est conforme à la règle de 70 % maximum d'aides publiques.

#### Localisation géographique :

■ VINCENNES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation de chantier	29 200,00	7,77%
Démolitions - déposes - terrassement	60 000,00	15,97%
Travaux de revêtements perméables	61 200,00	16,29%
Ganivelles, clôtures, bordures et portillon	31 100,00	8,28%
Aménagements paysagers et plantations	39 450,00	10,50%
Aménagements équipements (cabane et brumisateurs)	3 000,00	0,80%
Travaux de fin de chantier	5 000,00	1,33%
Mobilier/éclairage	50 000,00	13,31%
NON RETENU	96 800,00	25,76%
Total	375 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	111 580,00	29,70%
Fonds propres	264 170,00	70,30%
Total	375 750,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073319 - REQUALIFICATION DU PARC FRANÇOIS MITTERRAND À CHAVILLE (92)**

**Dispositif** : Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement (n° 00001051)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041512-176003-1700

Action : 17600303- Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création d'espaces verts en Île-de-France - Investissement	228 740,45 € HT	41,57 %	95 088,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		95 088,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : GRAND PARIS SEINE OUEST

Adresse administrative : 9 RTE DE VAUGIRARD  
92190 MEUDON

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 2 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la saisonnalité des plantations.

**Description :**

Situé à proximité de la gare, de commerces, d'un groupe scolaire et d'un quartier pavillonnaire, le parc François Mitterrand de Chaville s'étend sur 2 500 m<sup>2</sup> au cœur de logements collectifs. Vieillissant et sous-utilisé, il s'agit de le requalifier.

Pour cela, sont prévues les actions suivantes :

- la reconfiguration de l'aire de jeux et du sol (copeaux bois au lieu du sol souple existant) ;
- la réfection de l'escalier et la création de cheminements perméables ;
- la réorganisation des mobiliers existants et le réemploi de bancs du territoire ;
- la mise en place d'un éclairage basse consommation LED ;
- la plantation d'arbres, arbustes et vivaces pour favoriser la biodiversité et accroître l'effet d'îlot de fraîcheur ;
- la plantation de fruitiers comestibles à destination des usagers ;
- la création d'un jardin partagé associatif.

Ce projet, situé en territoire non carencé, permet la requalification de 2308 m<sup>2</sup> d'espaces verts existants, la plantation de 17 arbres, la plantation de 60 mètres linéaires de haies et la désimperméabilisation de 711 m<sup>2</sup>. Il est favorable à la biodiversité, à la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur, aux liens sociaux et à la maîtrise des ruissellements. Il permet en outre l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention, les dépenses retenues dans la base subventionnable (228 740,45 € HT) sont les suivantes : travaux préparatoires, terrassements, revêtements perméables, plantations, etc. Le mobilier durable et l'éclairage écologique est retenu dans la limite de 20 %.

Ne sont pas retenues les dépenses liées aux réseaux, voiries et revêtements imperméables, aléas/majoration, jeux.

Le territoire est non carencé. Le taux maximum de subvention est donc de 40 %.

Le taux d'intervention est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70 % d'aides publiques.

#### Localisation géographique :

■ CHAVILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	29 102,50	6,55%
Travaux de démolition	33 187,50	7,47%
Revêtements perméables	11 179,50	2,52%
Maçonnerie	32 235,10	7,25%
Achats de végétaux et plantations	72 228,98	16,25%
Maitrise d'œuvre	3 675,00	0,83%
Mobilier, éclairage et signalétique	47 131,87	10,61%
NON RETENU	215 670,58	48,53%
Total	444 411,03	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	95 088,00	21,40%
Etat / DSIL Relance	216 000,00	48,60%
Fonds propres	133 323,03	30,00%
Total	444 411,03	100,00%

## **Annexe 4 Fiches projets Biodiversité**

**DOSSIER N° EX073844 - PLANTATION DE 180 ARBRES - COMMUNE DE PONTAULT-COMBAULT**

**Dispositif** : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041481-576003-1700

Action : 576003052- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Travaux d'aménagement et d'entretien	113 872,15 € HT	70,00 %	79 711,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		79 711,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE PONTAULT-COMBAULT

Adresse administrative : 107 AVENUE DE LA REPUBLIQUE  
77340 PONTAULT COMBAULT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Gilles BORD, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 12 décembre 2022 - 20 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Chantier de plantation d'arbres à réaliser en hiver pour favoriser la reprise au printemps.

**Description :**

La commune de Pontault-Combault souhaite planter 180 arbres sur deux sites principaux (Domaine de la montagne, Butte des Berchères).

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme pluriannuel devant aboutir à la plantation de 1500 arbres sur son territoire d'ici fin 2026. Plusieurs objectifs sont ainsi poursuivis :

- augmenter la surface d'habitats favorable à la biodiversité à l'échelle de la commune ;
- utiliser les arbres pour réguler les effets du changement climatique ;
- améliorer le cadre de vie des habitants.

Les 180 arbres plantés seront d'essences locales identifiées dans le guide "Plantons local en Île-de-France" de l'ARB.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

Le taux de subvention est plafonné à 70 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

**Localisation géographique :**

 PONTAULT-COMBAULT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité  
(Actions en lien avec ARB)

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chantiers lot 1 et 2	2 055,60	1,33%
Plantations - lot 1 et 2 : Terrassement, transport matériaux, livraison arbres, mise en œuvre terre végétale, plantation des 180 tiges, tuteurs, paillage	79 647,20	51,40%
Fourniture des végétaux - 180 arbres	32 169,35	20,76%
Non retenu - Garantie entretien sur 2 ans - Lot 1 et 2	41 076,60	26,51%
Total	154 948,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	79 711,00	51,44%
Autofinancement	75 237,75	48,56%
Total	154 948,75	100,00%

**DOSSIER N° 23004934 - DEPLOIEMENT DE L'ATELIER PLANETE RESSOURCE EN REGION ÎLE-DE-FRANCE – VOLET INVESTISSEMENT - LOBBY DES CONSCIENCES**

**Dispositif** : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-20421-576003-1700

Action : 576003052- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Supports, équipements pédagogiques et actions d'animation	36 435,29 € TTC	70,00 %	25 505,00 €
Montant total de la subvention			25 505,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LOBBY DES CONSCIENCES

Adresse administrative : 5 RUE PERREE  
75003 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur STEPHANE BRUNNER, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 août 2023 - 1 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'association Lobby des Consciences (LDC) a pour mission de faciliter la transition écologique à grande échelle. Pour ce faire elle souhaite déployer un atelier de sensibilisation nommé "Planète Ressource", porté sur le thème des ressources naturelles et de la biodiversité. Inspiré de travaux scientifiques récents, cet atelier collaboratif est un jeu de rôle à la fois coopératif et compétitif. Il s'organise par groupe de 10 à 12 participants par animateur et vise à éveiller les consciences pour tendre vers une meilleure gestion collective des ressources naturelles et comprendre l'importance de préserver la biodiversité.

Il s'agit de créer une communauté d'animateurs en région Île-de-France, en débutant par la ville de Paris et le département du Val-de-Marne. Sur un an de déploiement (2023 - 2024), l'association se fixe pour objectifs :

- de former 50 animateurs ;
- d'organiser près de 100 ateliers à Paris et dans le Val-de-Marne ;
- de contribuer à la création de lien social et à l'éveil des consciences auprès de 2 000 Franciliens.

L'accompagnement sollicité auprès de la Région permettra également le développement d'un outil numérique dédié à cet atelier, afin d'améliorer l'expérience des participants et l'animation des ateliers



lorsqu'ils sont en distanciel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

Le taux de subvention est plafonné à 70% des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

La présente affectation porte sur les dépenses en investissement du projet et est complétée par un volet en fonctionnement (fiche-projet n° EX073762).

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement informatique	5 000,00	13,72%
Développement de l'outil numérique	22 000,00	60,38%
Frais de personnel développement de l'outil numérique 20%ETP	9 435,29	25,90%
Total	36 435,29	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	25 505,00	70,00%
Fonds propres	10 930,29	30,00%
Total	36 435,29	100,00%

**DOSSIER N° 23004945 - REALISATION D'INVENTAIRES DE LA FAUNE AQUATIQUE ET ACTIONS DE SENSIBILISATION – VOLET INVESTISSEMENT - COMMUNE D'AULNAY-SOUS-BOIS**

**Dispositif** : Appel à projet biodiversité investissement (n° 00000255)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041481-576003-1700

Action : 576003052- Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Supports, équipements pédagogiques et actions d'animation	25 000,00 € HT	70,00 %	17 500,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		17 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'AULNAY-SOUS-BOIS

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE  
93600 AULNAY SOUS BOIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur BRUNO BESCHIZZA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 mai 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de mener les inventaires au printemps, période propice à l'identification des taxons types à inventorier.

**Description :**

La commune d'Aulnay-sous-Bois souhaite réaliser des inventaires sur la faune aquatique du canal de l'Ourcq.

Ceux-ci viennent en complément du réaménagement et de la restauration écologique du canal sur la portion communale, déjà financé au titre du dispositif régional Plan Vert (plantations d'arbres, végétalisation des berges et plantation strate arbustive et herbacée, renaturation de 5 frayères, radeau végétalisé) écologique.

Des actions de sensibilisation et d'éducation à la nature, seront également proposées notamment à travers l'installation de panneaux pédagogiques, des animations et des ateliers de sciences participatives.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.


**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

Le taux de subvention est plafonné à 70% des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 200 000 €.

La présente affectation porte sur les dépenses en investissement du projet et est complétée par un volet en fonctionnement (fiche-projet n° EX073808).

**Localisation géographique :**

 AULNAY-SOUS-BOIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité  
(Actions en lien avec ARB)

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux pédagogiques	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	17 500,00	70,00%
Fonds propres	7 500,00	30,00%
Total	25 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073762 - DEPLOIEMENT DE L'ATELIER PLANETE RESSOURCE EN REGION ÎLE-DE-FRANCE- VOLET FONCTIONNEMENT - LOBBY DES CONSCIENCES**

**Dispositif** : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-65748-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Animation des réseaux écologiques franciliens	67 329,37 € TTC	14,85 %	10 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		10 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LOBBY DES CONSCIENCES

Adresse administrative : 5 RUE PERREE  
75003 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur STEPHANE BRUNNER, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 août 2023 - 1 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'association Lobby des Consciences (LDC) a pour mission de faciliter la transition écologique à grande échelle. Pour ce faire, elle souhaite déployer un atelier de sensibilisation nommé "Planète Ressource", porté sur le thème des ressources naturelles et de la biodiversité. Inspiré de travaux scientifiques récents, cet atelier collaboratif est un jeu de rôle à la fois coopératif et compétitif. Il s'organise par groupe de 10 à 12 participants par animateur et vise à éveiller les consciences pour tendre vers une meilleure gestion collective des ressources naturelles et comprendre l'importance de préserver la biodiversité.

Ce projet consiste à créer une communauté d'animateurs en région Île-de-France, en débutant par la ville de Paris et le département du Val-de-Marne. Sur un an de déploiement (2023 - 2024), l'association se fixe pour objectifs :

- de former 50 animateurs ;
- d'organiser près de 100 ateliers à Paris et dans le Val-de-Marne ;
- de contribuer à la création de lien social et à l'éveil des consciences auprès de 2 000 Franciliens.

L'accompagnement sollicité auprès de la Région permettra également le développement d'un outil numérique dédié à cet atelier, permettant d'améliorer l'expérience des participants et l'animation des ateliers lorsqu'ils sont en distanciel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Les dépenses de stagiaires, les contributions volontaires, les prestations d'animateurs volontaires et les frais courant de fonctionnement de l'association, non éligibles, ont été écartés de l'assiette éligible.

La présente affectation porte sur les dépenses en fonctionnement du projet et est complétée par un volet en investissement (fiche-projet n° 23004934).

#### Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation 50 plateaux de jeu	6 000,00	5,07%
Frais salariaux 1 ETP 100% pour formation coordination animation, 1 ETP 30% communication	61 329,37	51,87%
NON RETENU : prestations animateurs bénévoles, frais stagiaires, frais courant fonctionnement, contributions volontaires en nature	50 900,00	43,05%
Total	118 229,37	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 000,00	8,46%
Ville de Paris	30 000,00	25,37%
Etat	20 000,00	16,92%
FDVA 2 - Région académique d'Île-de-France	20 000,00	16,92%
Fondation Léa Nature	16 000,00	13,53%
Fonds propres	22 229,37	18,80%
Total	118 229,37	100,00%

**DOSSIER N° EX073765 - ATLAS ET PLAN DE BIODIVERSITE INTERCOMMUNALE DE MELUN VAL DE SEINE - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE**

**Dispositif** : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-657351-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Diagnostic écologique et élaboration des plans de gestion, création d'espaces protégés	215 000,00 € TTC	9,30 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CAMVS COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION MELUN-VAL-DE-  
SEINE

Adresse administrative : 297 RUE ROUSSEAU VAUDRAN  
77198 DAMMARIE LES LYS

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur Louis VOGEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à lancer les premières études et inventaires au début de l'été.

**Description :**

La communauté d'agglomération de Melun Val de Seine souhaite élaborer un Atlas de la biodiversité intercommunale (ABI) suivi d'un Plan d'actions biodiversité avec pour objectifs :

- d'acquérir une information naturaliste suffisamment complète des habitats et des espèces, en complément des nombreuses études déjà menées ;
- de favoriser la compréhension et l'appropriation des enjeux de la biodiversité propres au territoire par les élus, les équipes techniques de l'Agglomération, mais aussi des autres acteurs locaux (agriculteurs, associations, réseau d'acteurs économiques) et les habitants du territoire ;
- d'identifier les activités humaines locales, en cours et projetées, ayant des impacts sur la biodiversité, tant positifs que négatifs ;
- de définir une vision stratégique de la biodiversité sur le territoire et de partager cette vision avec les 20 communes du territoire et les acteurs locaux (syndicats de gestion, agriculteurs, forestiers, associations, entreprises, habitants mais aussi acteurs institutionnels) afin que les enjeux de biodiversité soient mieux compris et pris en compte ;
- de définir un plan d'actions prioritaires des collectivités (intercommunalité et communes) pour préserver

et renforcer la biodiversité sur le territoire et d'accompagner les acteurs locaux à y concourir ou faciliter sa mise en œuvre.

L'analyse de la trame verte et bleue sera complétée par une analyse de la trame noire et de la fonctionnalité des sols (trame brune).

Ce travail aidera notamment à définir des secteurs potentiels de désartificialisation et les sites de renaturation à privilégier sur le territoire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

#### Localisation géographique :

 CA MELUN VAL DE SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Calage de la méthodologie de travail + Réalisation d'un portrait biodiversité du territoire	45 000,00	20,93%
Réalisation des inventaires terrain (diurne/nocturne)	80 000,00	37,21%
Rédaction d'un atlas territorial biodiversité	15 000,00	6,98%
Définition d'une stratégie + Conception du programme d'actions	40 000,00	18,60%
Sensibilisation & communication	35 000,00	16,28%
Total	215 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	9,30%
Etat : Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire FNADT	50 000,00	23,26%
Office Français de la Biodiversité (OFB)	100 000,00	46,51%
Fonds propres	45 000,00	20,93%
Total	215 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073773 - PLANTER DES HAIES SUR LE PLATEAU DE SACLAY : POURSUIVRE LA TRANSITION - TERRE ET CITÉ**

**Dispositif** : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-65748-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Travaux d'aménagement et d'entretien	42 000,00 € TTC	47,62 %	20 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : TERRE ET CITE

Adresse administrative : 10 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC  
91430 IGNY

Statut Juridique : Association

Représentant : M.THOMAS JOLY

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 août 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Terre et Cité porte depuis plusieurs années un projet de plantation de haies sur le Plateau de Saclay, territoire, marqué par une forte pression de l'urbanisation et la prédominance des grandes cultures céréalières. Au sein d'un tel système agricole, les éléments arborés ont de multiples bénéfices écosystémiques (effet brise-vent, gîte et couvert pour la biodiversité, développement des auxiliaires de cultures, régulation des flux d'eau, renforcement des continuités écologiques, etc.).

Les projets précédemment soutenus par la Région (2020, 2021 et 2022) ont permis d'engager les investissements nécessaires aux plantations et d'apporter des réponses aux problématiques posées par le réseau de drainage du Plateau de Saclay.

Il s'agit de poursuivre les plantations et de créer des continuités écologiques.

Pour cela sont prévus :

- l'animation pour l'organisation des plantations sur 5 sites (commande de fournitures, organisation des chantiers, logistique, etc.) ;
- la coordination des partenaires (agriculteurs, experts agroforestiers, communes, EPCI) ;
- la mise en place d'outils d'aide à la décision sur le paysage, avec l'organisation de visites de terrain avec des paysagistes ;
- la poursuite du suivi de la biodiversité en lien avec le Master BEE, AgroFÎle et les agriculteurs.



Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

#### Localisation géographique :

- MAGNY-LES-HAMEAUX
- LES LOGES-EN-JOSAS
- TOUSSUS-LE-NOBLE
- BIEVRES
- IGNY
- PALAISEAU
- SACLAY
- SAINT-AUBIN
- VAUHALLAN
- VILLIERS-LE-BACLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité  
(Actions en lien avec ARB)

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	42 000,00	100,00%
Total	42 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	47,62%
Fonds propres	22 000,00	52,38%
Total	42 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073776 - DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE ET PROJET PEDAGOGIQUE SUR LE CAMPUS EDUCATIF ET ECOLOGIQUE SAINT-PHILIPPE - FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL**

**Dispositif** : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-65748-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Diagnostic écologique et élaboration des plans de gestion, création d'espaces protégés	14 715,00 € TTC	50,00 %	7 358,00 €
Montant total de la subvention			7 358,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SAINT PHILIPPE (APPRENTIS AUTEUIL)  
Adresse administrative : 1 RUE DU PERE BROTTIER  
92190 MEUDON  
Statut Juridique : Lycée Privé  
Représentant : Monsieur Thierry CAMPOS, Directeur

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 mai 2023 - 29 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de réaliser les inventaires faune-flore à la période la plus propice

**Description :**

Dans le cadre de son projet de transformation global, le Campus Educatif et Ecologique Saint-Philippe (CEESP) souhaite renforcer ses actions en faveur de la sauvegarde et du développement de la biodiversité présente sur son site, situé sur les communes de Meudon et de Clamart.

La moitié de sa surface, permet le développement de milieux naturels ou cultivés. Une partie du site (environ 3 ha) est cultivée en maraîchage biologique (labellisé en 2019).

Le projet porte sur l'amélioration des connaissances et la définition d'un programme d'actions qui devra être décliné dans le programme pédagogique en concertation avec les enseignants et la fondation Apprentis d'Auteuil.

Il répond à plusieurs objectifs :

- réaliser un état initial et global de la biodiversité du site et identifier les leviers d'amélioration ;
- mettre en place un plan d'actions visant à développer des infrastructures écologiques afin de favoriser l'implantation ou le maintien d'espèces, en recréant des corridors écologiques locaux (implantation de haies diversifiées, de bosquets et de bandes enherbées, etc.) ;
- sensibiliser et former les jeunes du campus à la biodiversité en les impliquant dans la planification et la

réalisation des ouvrages.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 modifiée.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

**Localisation géographique :**

 MEUDON

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostic écologique (analyse bibliographique, inventaires, rédaction du plan d'actions)	14 715,00	100,00%
Total	14 715,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 358,00	50,00%
Fonds propres	7 357,00	50,00%
Total	14 715,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073808 - REALISATION D'INVENTAIRES DE LA FAUNE AQUATIQUE ET ACTIONS DE SENSIBILISATION - VOLET FONCTIONNEMENT - COMMUNE D'AULNAY-SOUS-BOIS**

**Dispositif** : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-657341-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Supports, équipements pédagogiques et actions d'animation	10 200,00 € HT	50,00 %	5 100,00 €
Montant total de la subvention			5 100,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'AULNAY-SOUS-BOIS

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE  
93600 AULNAY SOUS BOIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur BRUNO BESCHIZZA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 mai 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de mener les inventaires de la faune aquatique au printemps, période propice à l'identification des taxons types à inventorier.

**Description :**

La commune d'Aulnay-sous-Bois souhaite réaliser des inventaires sur la faune aquatique du canal de l'Ourcq afin de disposer de données naturalistes.

Ceux-ci viennent en complément du réaménagement et de la restauration écologique du canal sur la portion communale, déjà financé au titre du dispositif régional Plan Vert (plantations d'arbres, végétalisation des berges et plantation strate arbustive et herbacée, renaturation de 5 frayères, radeau végétalisé).

Des actions de sensibilisation et d'éducation à la nature, seront également proposées notamment à travers l'installation de panneaux pédagogiques, des animations et des ateliers de sciences participatives.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.


**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

La présente affectation porte sur les dépenses en fonctionnement du projet et est complétée par un volet en investissement (fiche-projet n° 23004945).

**Localisation géographique :**

 AULNAY-SOUS-BOIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité  
(Actions en lien avec ARB)

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Inventaires faune aquatique	5 200,00	50,98%
Animation sciences participatives	5 000,00	49,02%
Total	10 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 100,00	50,00%
Fonds propres	5 100,00	50,00%
Total	10 200,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073814 - DEVELOPPER LA PRODUCTION DE PLANTES SAUVAGES DE LA  
PEPINIERE ET LES ACTIONS DE SENSIBILISATION AUTOUR DU VEGETAL LOCAL A AULNAY-  
SOUS-BOIS**

**Dispositif** : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-65748-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Etudes, créations, restaurations, aménagements et entretien des continuités écologiques	25 290,00 € TTC	50,00 %	12 645,00 €
Montant total de la subvention			12 645,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DES PLANTES SAUVAGES POUR LA VEGETALISATION  
Adresse administrative : 1 AVENUE RAOUL DUFY  
93600 AULNAY SOUS BOIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Elodie SEGUIN, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2023 - 29 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de débiter le suivi des cultures au printemps en vue des récoltes se déroulant entre juin et septembre.

**Description :**

L'association Pariciflore a lancé en 2021 la première pépinière de plantes herbacées sauvages et locales de la région Île-de-France, installée dans le Parc départemental du Sausset (93).

En 2023, celle-ci souhaite développer sa production et sensibiliser le plus grand nombre à l'intérêt du végétal local et porte les actions suivantes :

- fédérer et consolider le réseau de bénévoles "récolteurs de semences" à travers un appel à bénévoles et 5 nouvelles formations aux techniques de récoltes en milieu naturel ;
- ouvrir la pépinière toutes les semaines aux bénévoles et organiser 3 ateliers / animations sur le végétal local ;
- poursuivre et développer la production de plantes marquées Végétal Local et présenter 14 nouvelles espèces à la labellisation ;
- accompagner les collectivités dans la démarche Végétal Local ;

- élaborer une documentation autour des palettes végétales adaptées à destination des structures scolaires.

Ce projet s'inscrit dans la continuité d'accompagnements régionaux réalisés en 2020, 2021 et 2022 pour le lancement de la pépinière et la structuration de ses activités, la sensibilisation des acteurs à l'utilisation de végétaux locaux et le développement des chantiers de végétalisation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.


Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

Le taux de subvention est plafonné à 50% des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

#### Localisation géographique :

 AULNAY-SOUS-BOIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matière premières, fourniture petit matériel	1 200,00	4,74%
Sous traitance : communication, développement partenariat	1 440,00	5,69%
Impression outils de formation	150,00	0,59%
Récoltes et frais de déplacements associés	3 350,00	13,25%
Frais réception et accueil des visites pépinières	100,00	0,40%
Charges de personnel	19 050,00	75,33%
Total	25 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 645,00	50,00%
Département 91	6 322,50	25,00%
Mécénat	6 322,50	25,00%
Total	25 290,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

<b>Année</b>	<b>Montant des aides publiques</b>
2021	6 906,80 €
2022	25 747,76 €
2023	33 217,50 €



**DOSSIER N° EX073873 - ETUDE DE LA TRAME NOIRE SUR LE TERRITOIRE DE VERSAILLES**

**Dispositif** : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-657341-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Supports, équipements pédagogiques et actions d'animation	41 850,00 € TTC	35,84 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES

Adresse administrative : 4 AV DE PARIS  
78011 VERSAILLES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur FRANCOIS DE MAZIERES, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 2 mai 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de démarrer les inventaires naturalistes à une période propice, notamment ceux des chiroptères au plus tôt après la sortie de l'hibernation.

**Description :**

Dans le cadre de ses réflexions sur l'éclairage public, engagées dans le contexte de crise énergétique, la commune de Versailles souhaite renforcer sa politique de préservation de la biodiversité nocturne.

L'accompagnement régional est sollicité en vue de faire réaliser une étude sur la trame noire communale par un bureau d'études, qui s'articulera avec l'Atlas de la Biodiversité Communale en cours d'élaboration soutenu par la Région par délibération n° CP 2022-412 du 10 novembre 2022) et sa trame verte et bleue déjà existante.

L'objectif de cette étude est d'acquérir une meilleure connaissance en termes de pollution lumineuse et de patrimoine naturel nocturne sur la commune, ainsi que de proposer un programme d'actions pour renforcer la fonctionnalité écologique de la trame noire. Elle permettra de constituer un outil d'aide à la décision pour les élus, et in-fine une meilleure prise en compte de la biodiversité nocturne dans les projets d'aménagement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

Les charges courantes de personnel ont été écartées de l'assiette éligible.

**Localisation géographique :**

 VERSAILLES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité  
(Actions en lien avec ARB)

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	40 000,00	27,69%
Communication	1 500,00	1,04%
Achat de matériel pour protocole de suivi	350,00	0,24%
NON RETENU : charges du personnel	102 628,00	71,03%
Total	144 478,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 000,00	10,38%
Fonds propres	129 478,00	89,62%
Total	144 478,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073876 - ATLAS DE LA BIODIVERSITE COMMUNALE DE NOISY-LE-GRAND**

**Dispositif** : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-657341-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Travaux d'aménagement et d'entretien	126 013,00 € TTC	15,87 %	20 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE NOISY LE GRAND  
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION  
93160 NOISY LE GRAND  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame Brigitte MARSIGNY, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 16 septembre 2023 - 12 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Noisy-le-Grand souhaite réaliser un Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) qui permettra de définir une sous-trame verte et bleue, de hiérarchiser les enjeux liés à la biodiversité pour prioriser les actions de préservation et de restauration des milieux naturels ainsi que de protéger les friches présentant un fort intérêt pour la biodiversité.

Plus particulièrement, les actions seront menées :

- inventaires naturalistes : flore et avifaune ; amphibiens, reptiles, rhopalocères, orthoptères, odonates, chiroptères, mousses et fougères ;
- sensibilisation des habitants : stands, projections cinés-débats, sorties naturalistes, sciences participatives, concours de photographies naturalistes, animations scolaires ;
- formations des gestionnaires d'espaces verts et naturels réalisées notamment par la Ligue de Protection des Oiseaux sur diverses thématiques : oiseaux des jardins, mission hérisson, hirondelle et martinet, programme faucon, programme moineau, formation ornithologique.

Les inventaires naturalistes feront l'objet d'une cartographie de synthèse des enjeux de biodiversité, d'une cartographie des sous-trames vertes et bleues et d'un partage des données naturalistes sur la plateforme du Système d'information de l'inventaire du Patrimoine Naturel (SINP).

Un document de synthèse de l'ABC sera publié à la clôture du projet. Un plan d'actions sera élaboré à

l'échelle communale afin de protéger la biodiversité existante et renaturer les milieux perturbés. Le plan de gestion différenciée des espaces verts communaux et le Plan Local d'Urbanisme intercommunal pourraient être modifiés en fonction des préconisations de l'ABC.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

**Localisation géographique :**

🏠 NOISY-LE-GRAND

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité (Actions en lien avec ARB)

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Inventaires naturalistes	37 350,00	29,64%
Animations sorties naturalistes	2 500,00	1,98%
Matériel communication	2 846,50	2,26%
Projections ciné-débats gratuites pour le public	1 066,50	0,85%
Charges de personnel permanent	11 901,08	9,44%
Charges de personnel non permanent	70 348,92	55,83%
Total	126 013,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	15,87%
Office Français de la Biodiversité (OFB)	50 000,00	39,68%
Fonds propres	56 013,00	44,45%
Total	126 013,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073892 - SUIVI DE LA POPULATION DE CHIROPTERES A CERGY-PONTOISE - LE PETIT RHINOLOPHE**

**Dispositif** : Appel à projet biodiversité fonctionnement (n° 00000257)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-657351-576003-1700

Action : 576003082- Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Travaux d'aménagement et d'entretien	8 775,00 € HT	50,00 %	4 388,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		4 388,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
CERGY-PONTOISE  
Adresse administrative : LE PARVIS DE PREFECTURE  
95027 CERGY  
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
Représentant : Monsieur Jean-Paul JEANDON, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 7 juillet 2023 - 22 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Dans le cadre d'études réalisées conjointement sur le territoire de l'agglomération de Cergy-Pontoise dans les cimetières (avec l'ARB-Île-de-France), dans les espaces classés en ENS (avec le conseil départemental du Val d'Oise), dans les carrières (avec EGIS) et plus globalement au cours de son étude de diagnostic de la trame noire (avec Biotope, étude subventionnée par la région en commission de novembre 2021), ce territoire représente un potentiel d'accueil de chiroptères. En cohérence avec la mise en œuvre de son plan d'action de Trame Noire, l'Agglomération souhaite donc suivre l'évolution des populations de chauves-souris sur l'ensemble du territoire.

C'est dans ce cadre qu'un accompagnement régional est sollicité, en vue de mener une étude de repérage des populations et plus particulièrement sur le Petit rhinolophe, espèce entendue lors des études passées, classée en danger d'extinction sur la liste des espèces menacées en Île-de-France et déterminante de ZNIEFF. L'objectif de cette mission est de confirmer la présence du Petit rhinolophe sur les communes de Puiseux-Pontoise et Osny, ainsi que de prospector des sites favorables au gîte de cette espèce.

Ces données récoltées permettront ensuite de proposer des aménagements favorables à la préservation de l'espèce, notamment des préconisations d'aménagement et de gestion des espaces intercommunaux

(cimetière intercommunal, parc de Grouchy-Osny).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 1 " Dispositif « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »" du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

Le taux de subvention est plafonné à 50 % des dépenses subventionnables et le montant de la subvention est plafonné à 20 000 €.

**Localisation géographique :**

- OSNY
- PUISEUX-PONTOISE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/AAP biodiversité  
(Actions en lien avec ARB)

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude "chiroptères" - petit rhinolophe	8 775,00	100,00%
Total	8 775,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 388,00	50,01%
Fonds propres	4 387,00	49,99%
Total	8 775,00	100,00%

## **Annexe 5 Avenant Convention grand partenariat OPIE 2022-2024**

**Convention « Grand Partenariat pour la  
Biodiversité » 2022-2024**

**Convention de partenariat entre  
Office pour les insectes et leur environnement  
– OPIE – et Région Île-de-France**

**Avenant n°1**

Entre

**L'OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT - OPIE**, sis Chemin rural numéro 7 de la Minière, 78280 Guyancourt - Association loi 1901 – SIRET 31822366600013, représentée par sa présidente, Madame Christine ROLLARD, et par délégation son Directeur, Monsieur Samuel JOLIVET,

ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

**d'une part,**

**LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE**, sise à Saint Ouen - 93400 - 2 rue Simone Veil 93400, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération N° CP 2023-219 du 5 juillet 2023,

ci-après dénommée « *la Région* »

**d'autre part,**

*SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :*

**Article 1 :**

L'article 2.2 « APPUI AUX INSTANCES SCIENTIFIQUES ET À LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA BIODIVERSITÉ » est modifié comme suit :

Au travers de son expertise scientifique reconnue, l'Opie constitue un appui à la Région dans la mise en œuvre de sa Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 et de ses missions, et ce notamment :

- ✂ par sa participation aux Conseils scientifiques des Réserves naturelles régionales, des Parcs naturels régionaux, d'Île-de-France Nature et de l'Agence régionale de la biodiversité ;
- ✂ par la poursuite des réflexions et mise en œuvre d'actions de conservation des pollinisateurs sauvages.

L'Opie est également l'animateur de plusieurs Plans régionaux d'actions pour la préservation des insectes (PNA Pollinisateurs sauvages, PRA Papillons de jour, PRA Libellules), qui constituent un cadre précieux pour l'amélioration de la connaissance et la mobilisation des acteurs (gestionnaires d'espaces, riverains, usagers, propriétaires et exploitants...). 2022 sera la première année d'animation du PRA Papillons de jour et verra la rédaction du PRA Libellules pour les dix ans à venir.

À ce titre, les actions décidées par le bénéficiaire sont les suivantes :



- ✂ support et appui technique aux conseils scientifiques des RNR ;
- ✂ participation à l'évaluation des plans et actions de gestion des sites régionaux ;
- ✂ valorisation et développement des thématiques « insectes » dans Géonature Île-de-France ;
- ✂ appui aux collectivités dans leurs démarches d'élaboration d'Atlas de la biodiversité communale (ABC).

**Article 2 :**

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend une annexe :

**- la « fiche projet » n° 23004960 adoptée par délibération N° 2023-219 du 5 juillet 2023.**

Fait en 2 exemplaires, à Saint-Ouen

Le \_\_\_\_\_

*Pour le bénéficiaire,*

Le \_\_\_\_\_

*Pour la Région Île-de-France,*

*La présidente de l'OPIE*

Christine ROLLARD

*Signature revêtue du cachet de l'établissement*

*La présidente du conseil régional*

Valérie PÉCRESSE

Pour la présidente du conseil régional  
Et par délégation

**DOSSIER N° 23004960 - OBSERVATOIRE REGIONAL DES INSECTES EN ÎLE-DE-FRANCE PAR L'OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT (OPIE) - ANNEE 2023**

**Dispositif** : Grands partenariats pour la biodiversité (n° 00001203)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-65748-176003-1700

Action : 17600306-' Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands partenariats pour la biodiversité	120 000,00 € TTC	45,83 %	55 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		55 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : OPIE OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT  
Adresse administrative : CHEMIN RURAL N 7  
78280 GUYANCOURT CEDEX  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Christine ROLLARD, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'accompagner le porteur de projet sur des actions mises en place toute l'année.

**Description :**

Créé en 1969, l'Opie rassemble des naturalistes entomologistes amateurs et professionnels, et agit pour la connaissance entomologique, la protection des milieux et la sensibilisation de tous les publics au monde des insectes.

Dans le cadre de la convention triennale 2022-2024, les actions conduites pour l'année 2023 sont les suivantes :

- expertise et connaissance (amélioration des connaissances groupes génériques tels que les Papillons, Libellules et Orthoptères ; développement des connaissances sur les groupes cryptiques tels que les Coléoptères, Lépidoptères nocturnes, Apoïdes, Syrphes et insectes aquatiques ; production d'évaluations, mise à jour des indicateurs, suivi des tendances ; réalisation de synthèses annuelles, participation aux bilans franciliens, panorama de la

biodiversité francilienne) ;

- accompagnement scientifique (support et appui technique aux conseils scientifiques des RNR ; participation à l'évaluation des plans de gestion des sites régionaux ; valorisation et développement des thématiques « insectes » dans Géonature Île-de-France ; appui aux collectivités dans leurs démarches d'Atlas de la biodiversité communale) ;

- formation et structuration du réseau (École Régionale d'Entomologie - cycle 1 initiation et cycle 2 perfectionnement - ; formations thématiques ; production de supports de médiation scientifique ; participation aux rendez-vous naturalistes franciliens).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 3 du règlement d'intervention de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

#### Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	102 864,00	85,72%
Edition et impression	3 996,00	3,33%
Petit matériel entomologique	6 576,00	5,48%
Support de formation	4 284,00	3,57%
Location	2 280,00	1,90%
Total	120 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	55 000,00	45,83%
Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT)	55 000,00	45,83%
Fonds propres	10 000,00	8,33%
Total	120 000,00	100,00%

## **Annexe 6 Convention avec le Laboratoire régional de suivi de la faune sauvage (LRSFS)**

**Convention « Grand Partenariat pour la Biodiversité »  
2023**

**Convention de partenariat entre  
Laboratoire régional de suivi de la faune sauvage et Région  
Île-de-France**

**LE LABORATOIRE RÉGIONAL DE SUIVI DE LA FAUNE SAUVAGE**, sis 32 avenue Henri Varagnat, 93140 Bondy – ASSOCIATION – N°SIRET 51952643800022, représentée par son Président, Monsieur Gérard DE NONI,  
ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

**d'une part,**

La **RÉGION ÎLE-DE-FRANCE** sise à Saint-Ouen-sur-Seine - 93400 - 2 rue Simone Veil 93400, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-219 du 5 juillet 2023,  
ci-après dénommée « *la Région* »

**d'autre part,**

*APRÈS AVOIR RAPPELÉ :*

**1. Les objectifs de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030**

Région la plus peuplée et la plus urbanisée de France, l'Île-de-France recèle un patrimoine naturel riche et mal connu du grand public. À la croisée des influences atlantiques, continentales et subméditerranéennes, elle est caractérisée par une diversité d'habitats avec des terres agricoles fertiles, des massifs forestiers remarquables, des zones humides et de nombreux cours d'eau, mais aussi une biodiversité urbaine insoupçonnée.

Ainsi, ce sont plus de 18 000 espèces d'insectes, 1 459 espèces de végétaux, 178 espèces d'oiseaux nicheurs, 56 espèces de mammifères indigènes, 14 espèces de reptiles et 17 espèces d'amphibiens qui vivent en Île-de-France.

Très dynamique économiquement et démographiquement, l'Île-de-France a connu au cours du dernier siècle de profondes transformations qui ont impacté les milieux naturels. Les espèces qui y vivent, ordinaires comme remarquables, ont été fortement affectées par ces changements, avec un déclin marqué de nombreuses populations et la disparition de certaines espèces.

Face à ce constat préoccupant, la Région Île-de-France endosse sa responsabilité de chef de file en matière de biodiversité et assume pleinement son rôle pour fédérer les acteurs et coordonner l'action concertée des collectivités, des institutions, des associations, des chercheurs, des experts et de toutes les consciences que le déclin du vivant inquiète et pousse à agir.

Avec la Stratégie Régionale pour la Biodiversité (SRB) 2020-2030 adoptée par délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019, la Région affirme son engagement en faveur d'actions concrètes et pérennes permettant de préserver et reconquérir le patrimoine naturel francilien.

Cette Stratégie constitue un document cadre, avec 71 actions portées par la Région et ses partenaires, articulées autour de 4 grandes orientations stratégiques :

- améliorer la santé et le bien-être des Franciliens grâce à la nature, en agissant sur les sources de pollution et en facilitant l'accès à la nature pour tous ;
- faire de la biodiversité un atout économique et d'innovation, en soutenant des secteurs économiques qui placent la biodiversité au cœur de leurs activités ;
- placer la biodiversité au cœur de l'aménagement des territoires, de la planification à la réalisation des projets ;
- protéger la nature, grâce à la création de nouveaux espaces protégés, à la restauration des continuités écologiques et à la sensibilisation de tous.

## **2. Les missions du bénéficiaire**

Le Laboratoire Régional de Suivi de la Faune Sauvage (LRSFS) est une association reconnue d'intérêt général régie par la loi 1901. Il a été créé en 2009 et a pour principales missions :

- ✂ d'effectuer des analyses de routine ou dans le cadre de programmes ciblés ;
- ✂ d'assurer un rôle de veille, d'alerte et de prévention des maladies zoonotiques et cynégétiques par le dépistage des agents pathogènes ;
- ✂ d'initier et valoriser des travaux de recherche ;
- ✂ de conseiller et effectuer des formations dans le domaine de ses compétences ;
- ✂ de collaborer avec les services des départements, de l'État et des fédérations de chasse sur des thématiques communes (inventaire et surveillance de la biodiversité, de l'environnement et des bioindicateurs, etc.).

## **3. Les objectifs partagés dans le domaine de la biodiversité en Île-de-France**

Le LRSFS est le seul laboratoire public de diagnostic vétérinaire en Île-de-France. Il est un outil indispensable de suivi des zoonoses pour détecter en amont les épidémies touchant les animaux et possiblement transmissibles aux humains.

Dans le cadre de la Stratégie régionale pour la Biodiversité (SRB) 2020-2030, la Région s'engage à préserver la santé des Franciliens. La santé fait aujourd'hui partie des premiers enjeux liés à la défense de l'environnement et l'un ne saurait se concevoir sans l'autre.

C'est pourquoi la Région partage des objectifs similaires avec le laboratoire et souhaite le soutenir dans ses missions de veille, de suivi et de recherche sur les zoonoses.

*SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :*

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention est une démarche volontaire, destinée à accompagner le bénéficiaire dans la mise en œuvre d'un programme d'actions triennal 2023-2025 dont les objectifs participent directement à la mise en œuvre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité (SRB) 2020-2030.

La convention a pour objet :

- l'établissement d'un partenariat entre le bénéficiaire et la Région en vue d'atteindre l'ensemble des objectifs cités en préambule ;
- de préciser les actions mises en place par le bénéficiaire dans le cadre de ce partenariat, décrites à l'article 2 ;
- de fixer le montant et les modalités de versement de la subvention régionale attribuée au titre du dispositif « Grands partenariats pour la biodiversité » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 modifiée.

## **ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU PROGRAMME D'ACTION**

Le programme d'actions du bénéficiaire s'intègre dans les objectifs de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité (SRB) 2020-2030 listés en préambule.

Ce programme est éligible au règlement d'intervention qui décline la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la biodiversité (SRB) 2020-2030 approuvé par la délibération n° CP 2021-198 du 1<sup>er</sup> avril 2021, au titre du dispositif 3 « Grands partenariats pour la biodiversité ».

Le soutien de la Région Île-de-France vise à soutenir les activités des laboratoires telles que décrites ci-après :

- ✂ effectuer des analyses de routine ou dans le cadre de programmes ciblés ;
- ✂ assurer un rôle de veille, d'alerte et de prévention des maladies zoonotiques et cynégétiques par le dépistage des agents pathogènes ;
- ✂ initier et valoriser des travaux de recherche ;
- ✂ conseiller et effectuer des formations dans le domaine de ses compétences ;
- ✂ collaborer avec les services des départements, de l'État et des fédérations de chasse sur des thématiques communes (inventaire et surveillance de la biodiversité, de l'environnement et des bioindicateurs, etc.).

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION**

La Région Île-de-France s'engage pour la durée de la convention à accompagner le bénéficiaire dans la mise en œuvre du programme d'actions décrit à l'article 2, en apportant son soutien technique.

La Région Île-de-France s'engage également à apporter son soutien financier au bénéficiaire. La subvention régionale correspond à 49,44% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 25 000 €, soit un montant prévisionnel de 12 360 €.

La participation financière de la Région fait l'objet d'une affectation annuelle, par délibération de la commission permanente du conseil régional, sous réserve de la disponibilité des crédits, au vu du budget prévisionnel et du programme annuel d'actions certifié par le responsable de la structure. Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche-projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 4.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'article 2 et l'(les) annexe(s) dénommée(s) « fiche(s)-projet ».

Le bénéficiaire s'engage à transmettre un rapport d'activité et un bilan financier détaillé reprenant les actions décrites dans la présente convention.

Dans le cadre de son projet, le bénéficiaire participe à l'enrichissement de l'observatoire régional de la biodiversité et de programmes publics de connaissance et conservation du patrimoine naturel par la saisie et le transfert de données naturalistes. Le bénéficiaire veillera à transmettre à la plateforme régionale SINP :

- ✂ les données-sources ou les données élémentaires d'échange ;
- ✂ les métadonnées, les rapports d'études ou données de synthèse. Ces derniers seront aussi transmis à la Région Île-de-France et à l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB). Le bénéficiaire transmettra les données et métadonnées répondant aux formats et standards du SINP. L'ensemble des informations obtenues dans le cadre du projet sera dûment référencé par le bénéficiaire dans le système d'information sur la nature et les paysages (SINP), en complétant le formulaire mis en place par l'ARB sur son site Internet.

## ARTICLE 4.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 4.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme mesdemarches ([www.mesdemarches.iledefrance.fr](http://www.mesdemarches.iledefrance.fr)) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## ARTICLE 4.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement ;
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné ;
- Fournir à la Région le compte-rendu annuel de l'organisme ;
- Fournir à la Région, dès l'achèvement de chacune des actions, un compte-rendu d'exécution.

## ARTICLE 4.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.



Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

#### **Article 4.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

#### **ARTICLE 5 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Île-de-France (ci-après, « la Région ») et le Laboratoire régional de suivi de la faune sauvage (ci-après, le Responsable de traitement Disjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « disjoints ».

La Région et le Responsable de traitement Disjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

La Région Île-de-France n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par le Responsable de traitement Disjoint.

Ainsi, les Parties reconnaissent que, dans le cadre de l'exécution du présent contrat de convention, chacune d'elles est libre de déterminer les moyens et les finalités des traitements qu'elle réalise.

De ce fait, lorsque les Parties s'échangent des données à caractère personnel, ces transferts ont lieu d'un Responsable de traitement vers un autre, chacune des Parties étant destinataire de l'autre.

Les Parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution du présent contrat de convention, les obligations légales et réglementaires qui leur incombent au titre de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le RGPD et la Loi Informatique et libertés.

En particulier, chacune des Parties s'engage à :

- informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union européenne ;
- inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de Responsable du traitement ;
- nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre Partie le nom et les coordonnées de celui-ci ;
- encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.

Chacune des Parties fait son affaire de fournir, au nom de l'autre Partie, à son personnel concerné toute information relative au traitement mis en œuvre par elle et garantit l'autre Partie de ce fait.

Lorsqu'une Partie reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre par l'autre Partie, la Partie qui réceptionne cette demande doit adresser ces demandes à l'autre Partie immédiatement afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD.

## **ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

Le calcul et les conditions de versement de la subvention régionale sont soumis aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France approuvé par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR 2021-055 du 21 juillet 2021 et aux stipulations ci-dessous.

### **ARTICLE 6.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

## ARTICLE 6.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

### ARTICLE 6.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

### ARTICLE 6.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- un justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 4 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

#### **ARTICLE 6.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

#### **ARTICLE 6.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1<sup>er</sup> janvier et jusqu'au 31 décembre de l'année de la présente convention.

#### **ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention instaure un partenariat d'un an entre les parties.

La convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 5 juillet 2023.

Elle prend fin lors du versement du solde ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6 de la présente convention.

#### **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et, le cas échéant, la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention, qui ne peut recevoir de solution amiable, est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

La présente convention comprend une annexe :

- la « fiche projet » n° 23005947 adoptée par délibération n° CP 2023-219 du 5 juillet 2023.

Fait en 2 exemplaires, à Saint-Ouen-sur-Seine

Le

---

Pour **le bénéficiaire**,

Le

---

Pour la **Région Île-de-France**,

*Le président du Laboratoire régional de suivi  
de la faune sauvage  
Gérard DE NONI  
Signature revêtue du cachet de la société*

*La présidente du conseil régional  
Valérie PECRESSE  
Pour la présidente du conseil régional  
et par délégation*

**DOSSIER N° 23005947 - GRAND PARTENARIAT AVEC LE LABORATOIRE REGIONAL DU SUIVI DE LA FAUNE SAUVAGE (LRSFS) – FONCTIONNEMENT (2023)**

**Dispositif** : Grands partenariats pour la biodiversité (n° 00001203)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-65748-176003-1700

Action : 17600306- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands partenariats pour la biodiversité	25 000,00 € TTC	49,44 %	12 360,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		12 360,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LRSFS LABORATOIRE REGIONAL  
SUIVI DE FAUNE SAUVAGE IRD  
LRSFS

Adresse administrative : 32 AVENUE HENRI VARAGNAT  
93140 BONDY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur GEORGES DE NONI, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'accompagner le porteur de projet sur des actions mises en place toute l'année.

**Description :**

Le laboratoire régional du suivi de la faune sauvage (LRSFS) est le seul laboratoire public de diagnostic vétérinaire en Île-de-France. Il est un outil indispensable de suivi des zoonoses pour détecter en amont les épidémies touchant les animaux et possiblement transmissibles aux humains.

Dans le cadre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité, la Région s'engage à préserver la santé des Franciliens, intrinsèquement liée à la santé des écosystèmes et des espèces sauvages qui y vivent. C'est pourquoi la Région, qui partage des objectifs similaires avec le laboratoire, souhaite le soutenir dans ses missions de veille, de suivi et de recherche sur les zoonoses.

Dans le cadre de la convention « Grand partenariat pour la biodiversité », les actions conduites sont les suivantes :

- effectuer des analyses de routine ou dans le cadre de programmes ciblés ;
- assurer un rôle de veille, d'alerte et de prévention des maladies zoonotiques et cynégétiques

par le dépistage des agents pathogènes ;

- initier et valoriser des travaux de recherche ;

- conseiller et effectuer des formations dans le domaine de ses compétences ;

- collaborer avec les services des départements, de l'État et des fédérations de chasse sur des thématiques communes (inventaire et surveillance de la biodiversité, de l'environnement et des bioindicateurs, etc.).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 3 du règlement d'intervention de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

#### Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

#### Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement	5 000,00	20,00%
Frais de personnel	20 000,00	80,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 360,00	49,44%
Fonds propres	12 640,00	50,56%
Total	25 000,00	100,00%

## **Annexe 7 Fiches projets Réserves Naturelles Régionales (RNR)**



**DOSSIER N° 23005023 - MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION DE LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU MARAIS DE LARCHANT : INVESTISSEMENT 2023**

**Dispositif** : Réserves Naturelles Régionales Investissement (n° 00000256)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-20422-576003-1700

Action : 576003022- Investissement des Réserves naturelles régionales (RNR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	15 950,00 € TTC	70,00 %	11 165,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		11 165,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ARNML ASS RESERVE NATURELLE  
MARAI LARCHANT  
Adresse administrative : LE MARAIS ROUTE DE VILLIERS  
77760 LARCHANT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur CHRISTIAN DONNEFORT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent débuter dès le début de l'année afin que les suivis ornithologiques du printemps puissent être menés.

**Description :**

L'Association de la Réserve Naturelle du Marais de Larchant (ARNML) assure la réalisation de l'ensemble des opérations et actions mentionnées dans le nouveau plan de gestion de la Réserve naturelle régionale. Ce plan de gestion qui couvre la période 2020-2030 a été validé par les organes de gouvernance propres au fonctionnement des RNR : Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN), Comité Consultatif de Gestion (CCG), Conseil Scientifique Territorial (CST).

Elle porte sur l'acquisition du matériel nécessaire à l'entretien, à la gestion des habitats naturels et à l'animation définis dans le nouveau plan de gestion :

- matériel d'entretien et de gestion : brouettes, remorque, microtracteur ;
- matériel pour le suivi naturaliste et l'organisation de formation naturaliste sur le site ;
- matériel pour l'animation de stand lors d'évènements.

La demande de subvention porte également sur la rénovation du mirador de l'une des digues du marais qui est utilisé dans le cadre des inventaire ornithologiques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le taux de subvention est plafonné à 70 % maximum des dépenses subventionnables relevant de crédits d'investissement et de fonctionnement pour les Réserves Naturelles Régionales non situées sur les propriétés régionales, selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

**Localisation géographique :**

 LARCHANT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/RNR

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériel pour le suivi et l'organisation de formation naturaliste	1 500,00	9,40%
Acquisition de matériel pour l'animation	1 000,00	6,27%
Matériel d'entretien et de gestion	8 450,00	52,98%
Travaux de rénovation	5 000,00	31,35%
Total	15 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	11 165,00	70,00%
Autofinancement	4 785,00	30,00%
Total	15 950,00	100,00%

**DOSSIER N° 23005025 - MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION DE LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU SITE GEOLOGIQUE DE LIMAY : INVESTISSEMENT 2023**

**Dispositif** : Réserves Naturelles Régionales Investissement (n° 00000256)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-2041412-576003-1700

Action : 576003022- Investissement des Réserves naturelles régionales (RNR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 833,00 € HT	70,00 %	4 083,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		4 083,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE LIMAY  
Adresse administrative : 8 BOULEVARD ADOLPHE LANGLOIS  
78520 LIMAY  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Djamel NEDJAR, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'acquisition doit avoir lieu le plus tôt possible dans l'année pour l'accueil du public.

**Description :**

Afin de répondre à l'objectif du plan de gestion de la Réserve Naturelle Régionale visant à organiser et assurer l'accueil du public, dans toute sa diversité, ces travaux d'investissement correspondent à la mise en œuvre du schéma d'accueil des publics sur le territoire de la réserve. L'opération prévoit l'achat et l'installation de toilettes sèches PMR avec accessoires à la seconde entrée de la réserve.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le taux de subvention est plafonné à 70 % maximum des dépenses subventionnables relevant de crédits d'investissement et de fonctionnement pour les Réserves Naturelles Régionales non situées sur les propriétés régionales, selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

**Localisation géographique :**



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/RNR

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accueil du public : travaux relatifs au schéma d'interprétation	5 833,00	100,00%
Total	5 833,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 083,00	70,00%
Autofinancement	1 750,00	30,00%
Total	5 833,00	100,00%

**DOSSIER N° 23005062 - REMISE EN ETAT DU MOBILIER, DE LA SIGNALÉTIQUE ET REFECTION  
DES AMÉNAGEMENTS DU SENTIER DE LA RNR DU BASSIN DE LA BIEVRE – SIAAP – 2023**

**Dispositif** : Réserves Naturelles Régionales Investissement (n° 00000256)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-76-204182-576003-1700

Action : 576003022- Investissement des Réserves naturelles régionales (RNR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	45 028,80 € TTC	70,00 %	31 520,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		31 520,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL DE  
L'ASSAINISSEMENT DE  
L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP)

Adresse administrative : 2 RUE JULES CESAR  
75012 PARIS

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique

Représentant : Monsieur FRANCOIS-MARIE DIDIER, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent intervenir au premier semestre 2023 afin de rendre à nouveau les aménagements viables pour l'accueil du public.

**Description :**

La Réserve Naturelle Régionale du Bassin de la Bièvre située à Antony et Verrières-le-Buisson est marquée par un contexte urbain assez fort. Pour permettre au public la découverte du patrimoine naturel de la réserve, le Comité de gestion et le CSRPN ont validés en 2013-2014 l'opération d'aménagement « Sentier d'interprétation de la RNR ». L'opération TE 13 du plan de gestion consiste en l'entretien des aménagements du sentier (observatoires, palissades, panneaux) et de leurs abords.

Des dégradations importantes ont eu lieu sur le sentier la semaine du 17 février 2020 : intrusions dans l'observatoire, dépôts de mégots, canettes, caddies, les jalons ont été vandalisés. Le SIAAP a pris différentes mesures de sécurisation du site, notamment au droit des palissades et des passerelles d'accès (changement des serrures/ cylindres des accès observatoire / plateforme aval). Pour continuer d'offrir à l'ensemble des visiteurs des moyens de découverte du patrimoine naturel, il importe de reprendre l'ensemble du mobilier détérioré / détruit par les infractions.

Les travaux visés par l'opération de la présente demande concernent donc la remise à l'identique de la

signalétique d'interprétation (médias et supports de communication) et, plus précisément :

- la fabrication de nouveaux jalons corten, en renforçant leurs systèmes de fixation ;
- la réédition des panneaux pédagogiques (recto-verso), en prévoyant des dispositifs facilitant l'entretien des visuels et leur nettoyage en cas de graffitis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le taux de subvention est plafonné à 70 % maximum des dépenses subventionnables relevant de crédits d'investissement et de fonctionnement pour les Réserves Naturelles Régionales non situées sur les propriétés régionales, selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 adopté par la délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

#### Localisation géographique :

- VERRIERES-LE-BUISSON
- ANTONY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/RNR

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériel pour de suivi l'organisation de formation naturaliste	45 028,80	100,00%
Total	45 028,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	31 520,00	70,00%
Autofinancement	13 508,80	30,00%
Total	45 028,80	100,00%

**DOSSIER N° 23005014 - MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION DE LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU SITE GEOLOGIQUE DE LIMAY : FONCTIONNEMENT 2023**

**Dispositif** : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-657341-576003-1700

Action : 576003072- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	99 900,00 € TTC	70,00 %	69 930,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		69 930,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE LIMAY  
Adresse administrative : 8 BOULEVARD ADOLPHE LANGLOIS  
78520 LIMAY  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Djamel NEDJAR, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de procéder dès le début de l'année à l'entretien du site et de pourvoir au financement du poste de conservateur et d'animateur pour l'année 2023.

**Description :**

A la suite du classement du site géologique de Limay en Réserve Naturelle Régionale par délibération n° CP 09-969B du 22 octobre 2009, la commune de Limay et le Parc naturel régional du Vexin français (PNRVF) sont devenus co-gestionnaires de la RNR du site géologique de Limay par arrêté n° 15-005 du 8 janvier 2015, afin d'assurer conjointement la gestion et la valorisation de la RNR.

Le programme des opérations financées nécessaires à la réalisation des objectifs du plan de gestion comporte principalement :

- les deux postes à temps plein d'un conservateur et d'un animateur ;
- des travaux de gestion conservatoire prévus au titre du plan de gestion de la réserve : pâturage, fauches avec exportation, coupe de ligneux afin d'éviter la fermeture des milieux ouverts ;
- l'accueil du public et des animations enrichies.

Le programme d'action pédagogiques 2023 aborde un ensemble de thématiques relatives à la géologie, à la faune, à la flore, aux habitats et aux problématiques de gestion de l'espace naturel protégé. Ils sont encadrés par le conservateur et menés par l'animateur. La conception des ateliers pédagogiques se fait en concertation avec les enseignants et les experts géologues et naturalistes référents.

L'accueil du public s'adresse aux scolaires et universitaires, aux jeunes fréquentant le centre de loisirs (8-12 ans), au public spécialisé, et au grand public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le taux de subvention est plafonné à 70 % maximum des dépenses subventionnables relevant de crédits d'investissement pour les Réserves Naturelles Régionales non situées sur les propriétés régionales, selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

**Localisation géographique :**



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/RNR

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Poste de conservateur et d'animateur	94 312,00	94,41%
Gestion conservatoire du patrimoine naturel	5 588,00	5,59%
Total	99 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	69 930,00	70,00%
Autofinancement	29 970,00	30,00%
Total	99 900,00	100,00%



**DOSSIER N° 23005016 - MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION DE LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DU MARAIS DE LARCHANT : FONCTIONNEMENT 2023**

**Dispositif** : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-65748-576003-1700

Action : 576003072- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	77 757,00 € TTC	64,40 %	50 076,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 076,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ARNML ASS RESERVE NATURELLE  
MARAI LARCHANT  
Adresse administrative : LE MARAIS ROUTE DE VILLIERS  
77760 LARCHANT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur CHRISTIAN DONNEFORT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 21 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les opérations de gestion sont conduites dès janvier 2023 et les salaires sont versés dès le mois de janvier.

**Description :**

L'Association de la Réserve Naturelle du Marais de Larchant (ARNML) assure l'ensemble des opérations et actions mentionnées dans le nouveau plan de gestion de la Réserve naturelle régionale. Le plan de gestion qui couvre la période 2020 - 2030 a été validé par les organes de gouvernance propres au fonctionnement des RNR : Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN), Comité Consultatif de Gestion (CCG), Conseil Scientifique Territorial (CST).

La demande de subvention en fonctionnement de 2023 porte sur les postes de gestionnaire/chargée d'étude et de garde/technicien.

Le poste de gestionnaire/chargée d'étude est à plein-temps sur les missions dédiées à la finalisation du nouveau plan de gestion, à l'élaboration et l'exécution du budget de la réserve ; à la planification et l'organisation des actions de gestion à la réalisation de suivis écologiques avec un éventuel appui de prestataires spécialisés et des actions de sensibilisation. Le poste est aussi dédié à la réalisation des rapports d'activités annuels et à l'organisation avec la Région des instances de gouvernance.

Le poste de garde/technicien est à mi-temps sur la réserve sur les missions dédiées à la planification des opérations de gestion et d'entretien des milieux naturels, des équipements d'accueil du public et de sécurisation. Le garde/technicien participe également aux missions de surveillance.

Les études et suivi concernent cette année la réalisation d'études hydrologiques (eaux souterraines, nappes, etc.).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le taux de subvention est plafonné à 70 % maximum des dépenses subventionnables relevant de crédits d'investissement et de fonctionnement pour les Réserves Naturelles Régionales non situées sur les propriétés régionales, selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

#### Localisation géographique :

 LARCHANT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/RNR

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération du personnel	58 247,00	74,91%
Charges fixes	15 000,00	19,29%
Etudes/suivis	200,00	0,26%
Entretien des locaux	770,00	0,99%
Achat du matériel courant	3 400,00	4,37%
Accueil du public	140,00	0,18%
Total	77 757,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 076,00	64,40%
Autofinancement	27 681,00	35,60%
Total	77 757,00	100,00%

**DOSSIER N° 23005018 - MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION DE LA RESERVE NATURELLE REGIONALE DES ÎLES DE CHELLES : FONCTIONNEMENT 2023**

**Dispositif** : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement (n° 00000258)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-76-657351-576003-1700

Action : 576003072- Réserves naturelles régionales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	60 110,00 € TTC	70,00 %	42 077,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		42 077,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CAPVM COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION PARIS VALLEE DE LA  
MARNE

Adresse administrative : 5 COURS DE L'ARCHE GUEDON  
77200 TORCY

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur GUILLAUME LE LAY-FELZINE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de procéder dès le début de l'année à l'entretien du site à l'accueil du public et au financement du poste à mi-temps du conservateur.

**Description :**

Il s'agit de mettre en œuvre la dixième année du plan de gestion de la Réserve Naturelle Régionale des Îles de Chelles. Elle vise notamment à :

- prendre en charge le poste de conservateur à mi-temps ;
- poursuivre les interventions de gestion conservatoire : fauche, lutte contre la renouée du Japon, collecte de déchets et coupe de rejets arborés contribuant à la fermeture du milieu ;
- la réalisation des suivis faunistiques et floristiques prévus au plan de gestion (suivi de Martin pêcheur d'Europe et suivi de la faune aquatique) ;
- la mise en place d'animations auprès du grand public et des scolaires ;
- la mise en place d'intervention et de tournée de surveillance sur le site (1 passage tous les 15 jours en semaine).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le taux de subvention est plafonné à 70 % maximum des dépenses subventionnables relevant de crédits d'investissement et de fonctionnement pour les Réserves Naturelles Régionales non situées sur les propriétés régionales, selon l'action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 adopté par délibération n° CP 2021-198 du 1er avril 2021 modifiée.

**Localisation géographique :**

 LIMAY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/RNR

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

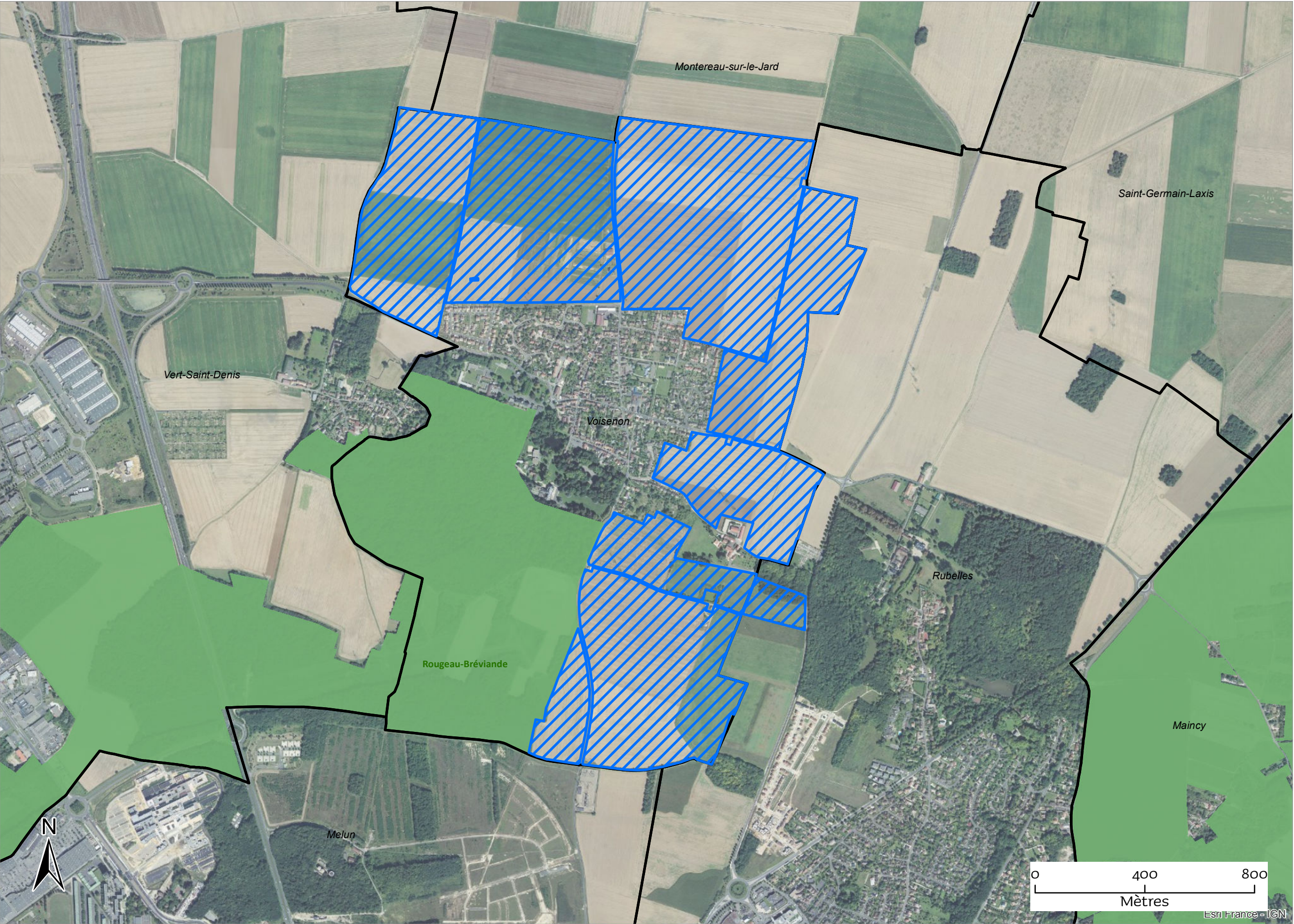
Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion conservatoire du patrimoine naturel	20 850,00	34,69%
Suivis naturalistes et études	8 960,00	14,91%
Surveillance et accueil du public	8 100,00	13,48%
Charges de personnels	22 200,00	36,93%
Total	60 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	42 077,00	70,00%
Autofinancement	18 033,00	30,00%
Total	60 110,00	100,00%


## **Annexe 8 Cartes extensions PRIF**



Extension - PRIF de Rougeau - Bréviande - Commune de Voisenon (77)



Type de projet

-  Extension
-  PRIF existant
-  Communes










# Extension - PRIF du Maubué - Commune d'Emerainville

## Type de projet

-  Communes
-  PRIF existant
-  Projet extension de PRIF

Maubué

 merainville

Pontault-Combault



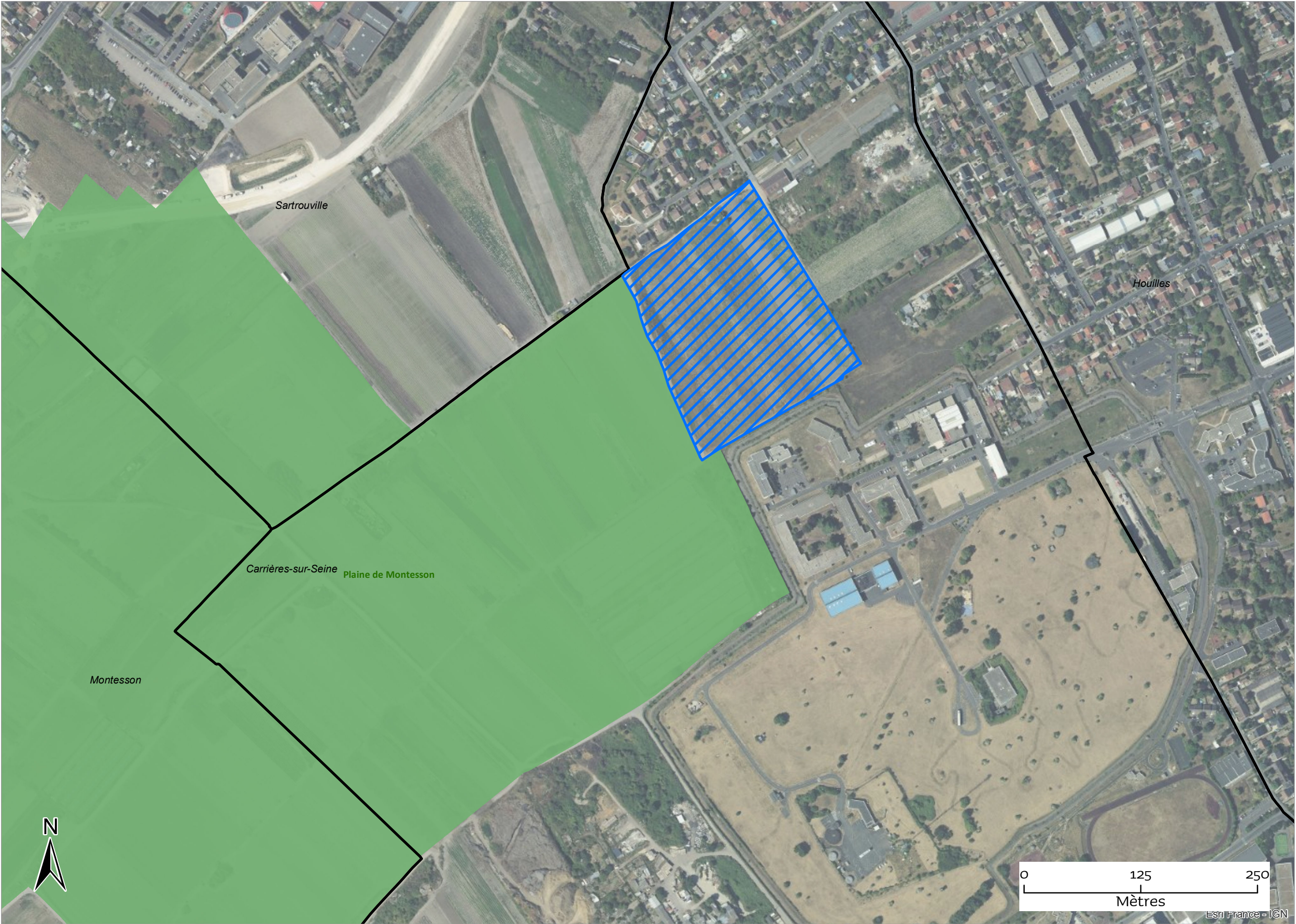
0 125 250  
Mètres






Esri France - IGN



Extension - PRIF de la plaine de Montesson - Commune de Carrières-sur-Seine (78)



Type de projet

-  Communes
-  PRIF existant
-  Extension